

# Diagnostic emploi de la Zone d'emploi de Belfort Montbéliard

## Observatoire de l'Intérim et du Recrutement



En partenariat avec :

**FRC**



**dirkom**  
MARKETING & COMMUNICATION EXTERNALISÉS

# Plan du rapport

- Cadrage territorial : les modalités de fonctionnement de la zone d'emploi de Belfort Montbéliard Page 6
- ● Dynamique de l'emploi et du chômage Page 25
- ● ● Dynamique de l'intérim dans le marché de l'emploi local Page 35
- ● ● ● Perspectives de recrutements à 12 mois Page 51



# Préambule

AKTO est le partenaire référent de la branche du travail temporaire en France. Sa mission est de dynamiser l'activité économique et sociale des territoires en sécurisant l'emploi des publics les plus éloignés de l'emploi par le biais d'ingénieries innovantes. Ses publics sont les entreprises et salariés du secteur de l'intérim et les demandeurs d'emploi.

L'Observatoire de l'Intérim et du Recrutement (OIR) est un observatoire qui réalise des études qualitatives et quantitatives touchant à l'emploi intérimaire, aux salariés intérimaires, leurs profils, leurs parcours d'emploi ainsi que des questions touchant à la santé et la sécurité dans la branche du travail temporaire. Centre de ressources pour la branche et ses partenaires, il recense également les données statistiques et textes conventionnels en vigueur dans le secteur.

Le 8 juin 2020, le Ministère du travail et le Haut-commissariat aux compétences ont lancé un appel à projets de soutien aux démarches prospectives emplois/compétences des branches professionnelles, au bénéfice des entreprises et des salariés dans le cadre du Plan d'investissement dans les compétences (PIC). Le comité de sélection a décidé de soutenir le projet porté par AKTO qui confie la mise en œuvre opérationnelle à l'OIR.

AKTO a signé avec le Ministère du travail, de l'emploi et de l'insertion une convention relative à la mise en œuvre de diagnostics actions territoriaux pour la branche du travail temporaire. AKTO a souhaité confier la réalisation du projet à l'OIR, sous couvert d'un comité de pilotage, composé des membres de la CPNE du travail temporaire, de la DGEFP, de l'OIR et d'AKTO.

C'est dans ce cadre que le présent **diagnostic de la Zone d'emploi de Belfort Montbéliard** a été réalisé.



# Introduction

Le secteur de l'intérim s'inscrit dans une logique d'ajustement des effectifs et de réactivité face à l'évolution de l'activité des entreprises et au caractère instable de celle-ci. A ce titre, le niveau de recours à l'intérim est un indicateur macro-économique important, annonciateur tant de crise en période de récession et que de reprise économique en phase d'embellie, à l'image de la situation observée durant l'année 2020. Mais l'intérim est aussi devenu au fil du temps un outil et une modalité de gestion des ressources humaines à part entière, dans l'industrie en particulier, où toute embauche durable est conditionnée par un passage en intérim dans une logique de mise en situation et de test ; et, plus largement, par la diversification de son offre de services qui dépasse de manière croissante le seul recours à l'intérim.

Ces fonctions jouées par l'intérim nécessitent néanmoins de disposer d'un vivier permanent de profils et de compétences en capacité de répondre aux commandes des entreprises.

Or, indépendamment de la crise qui nous frappe, le secteur de l'intérim est confronté aux tensions structurelles du marché du travail, à l'évolution rapide du travail, des besoins en compétences et aux exigences croissantes des entreprises en la matière. On observe déjà depuis plusieurs années les difficultés que rencontrent les agences d'emploi dans le maintien d'un vivier satisfaisant en termes de quantité et de qualité et les acteurs du secteur font part des difficultés croissantes qu'ils rencontrent pour renouveler et accroître celui-ci.

Par conséquent, on peut faire l'hypothèse, qu'à l'image des crises précédentes, celle-ci va renforcer les phénomènes de mutations économiques et *a minima* maintenir un haut niveau de tension sur le marché du travail ne facilitant pas l'activité des acteurs du secteur dans un contexte d'accroissement du chômage de longue durée.

Ainsi, on peut mettre en avant 3 grands enjeux visant à maintenir un vivier adapté aux besoins des entreprises tant en quantité qu'en qualité :

- **Une forte exigence en matière de compétences sociales et relationnelles (le savoir-être) souvent privilégiées aux compétences techniques sur les postes peu qualifiées.**
- **Des attendus croissants en matière de compétences douces particulièrement adaptées à l'emploi intérimaire (résolution de problème, gestion du temps, gestion du stress, intelligence émotionnelle, esprit critique, esprit d'équipe, etc.).**
- **Le sourcing et la préparation des publics plus éloignés dans un contexte de développement (désormais ancien) du chômage de longue durée.**

Fort de ce contexte, l'Observatoire de l'Intérim et du recrutement a souhaité réaliser un diagnostic de l'emploi et de l'intérim.



# Introduction

Ce diagnostic a été construit comme un outil d'aide à la décision permettant d'entamer un dialogue constructif entre les acteurs de l'intérim tant au niveau national que local et les acteurs territoriaux de la zone d'emploi de Belfort Montbéliard.

L'ambition du document est de proposer une lecture originale et synthétique :

- d'une part, des grandes modalités de fonctionnement socio-économique du territoire afin de qualifier les principaux enjeux territoriaux ;
- et d'autre part, de la dynamique et des caractéristiques de l'emploi et de l'activité intérimaire à l'échelle du territoire afin d'en identifier les principaux enjeux sectoriels.

L'idée est de proposer une vision renouvelée des enjeux du territoire dans un contexte de crise majeure et de les croiser avec ceux de l'intérim de façon à déterminer comment le secteur pourrait être identifié comme un contributeur actif de la relance locale en contribuant par son action à répondre aux enjeux du territoire.

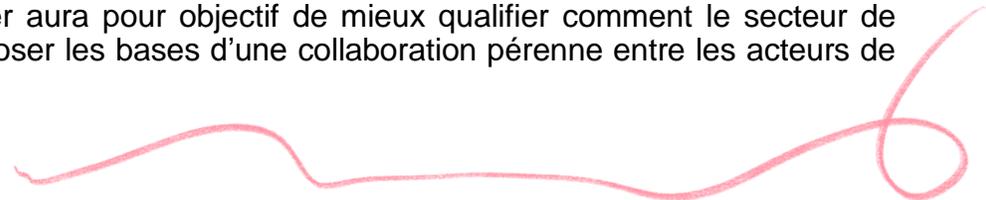
Il s'agit donc ici d'une approche innovante et expérimentale qui cherche à favoriser le déploiement d'une réflexion décentralisée dans les territoires sur le rôle et la fonction clefs de l'intérim dans le fonctionnement des marchés du travail locaux et plus largement dans la dynamique économique des territoires.

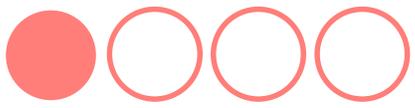
Le diagnostic s'articule autour de 2 volets :

- Un volet analyse de données qui s'appuie sur une multitude de base de données issues tant de la statistique publique (Urssaf, Insee, DGI...) que des acteurs de l'intérim (OIR et Adecco) et qui compose le présent rapport ;
- Un volet entretien : une dizaine d'entretien a été réalisée auprès des acteurs du territoire afin de recueillir une information plus qualitative visant à donner de la chaire à notre analyse quantitative et à qualifier des problématiques que nous ne pourrions pas apprécier avec celle-ci. Une synthèse des entretiens a été réalisée en complément de ce rapport et fait l'objet d'un document spécifique ;

Le présent document constitue la matrice de capitalisation des éléments quantitatifs produits, recueillis et analysés. Très dense et technique, il n'a pas vocation à être diffusé largement. Un document de synthèse, plus communicant, sera réalisé à cet effet.

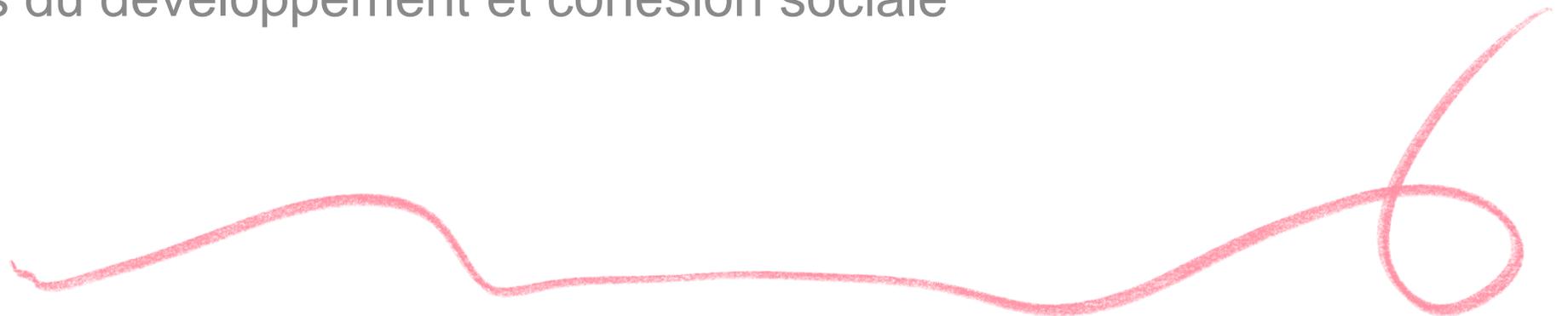
Il servira néanmoins de matériau pour animer un atelier avec les acteurs du territoire. Cet atelier aura pour objectif de mieux qualifier comment le secteur de l'intérim pourra plus encore contribuer à répondre aux enjeux du territoire et à la relance et ainsi poser les bases d'une collaboration pérenne entre les acteurs de l'intérim et les acteurs du territoire.

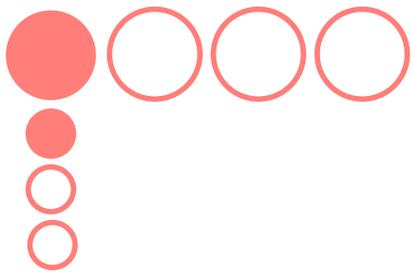




# **Cadrage territorial : les modalités de fonctionnement de la zone d'emploi de Belfort Montbéliard**

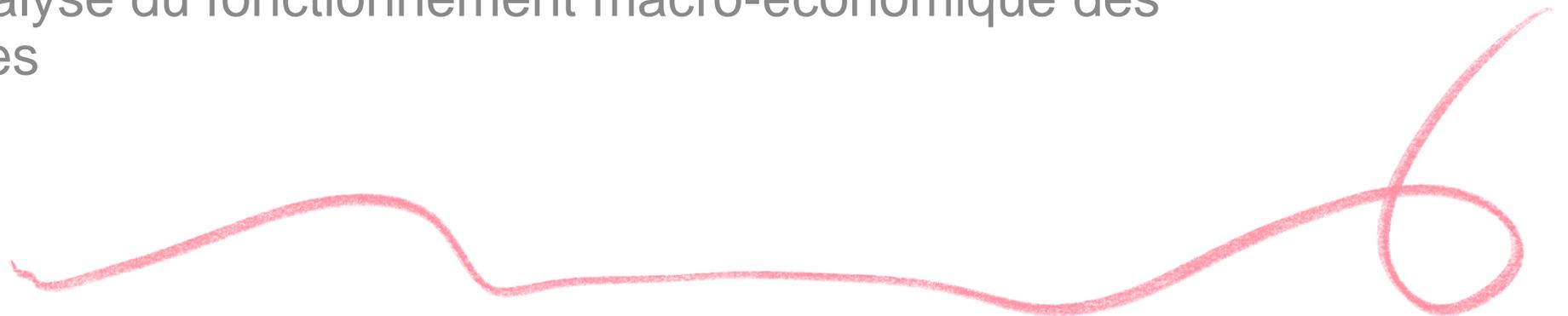
Moteurs du développement et cohésion sociale





# Mobiliser une nouvelle grille d'analyse pour mieux saisir le fonctionnement du territoire

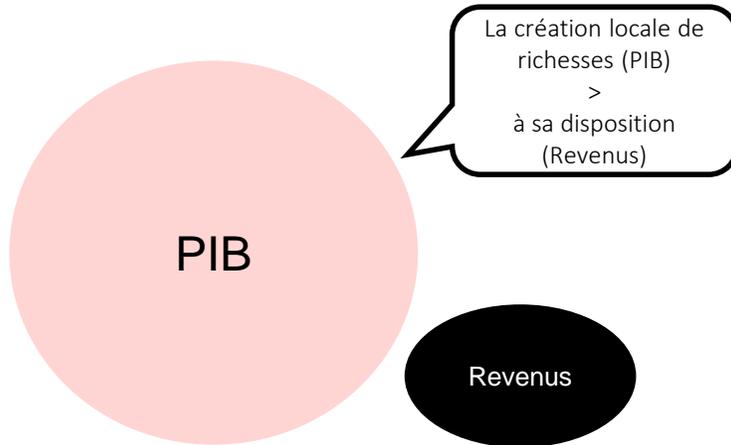
Une analyse du fonctionnement macro-économique des  
territoires



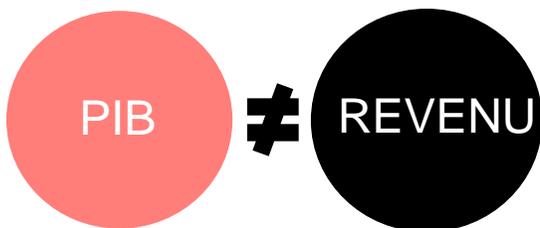
# Moteurs du développement des territoires

## Changer de paradigme

### Conception standard !



### Or au niveau territorial :



### Quand croissance ne signifie pas nécessairement développement !

Depuis une vingtaine d'année, les travaux développés par le chercheur Laurent Davezies puis dans le prolongement Magali Talandier et Olivier Portier ont permis de démontrer que les mécanismes du développement territorial répondaient à des logiques différentes de celles observées au niveau macro-économique. Alors qu'à l'échelle des nations, la variable clef du développement demeure le PIB, c'est-à-dire la création de richesses, au niveau local, c'est le revenu qui demeure la pierre angulaire.

La relation croissance du PIB - croissance de l'emploi - réduction du chômage et de la pauvreté qui s'opère assez mécaniquement à l'échelle des nations n'est pas nécessairement opératoire à des échelles géographiques plus fines. Il est effectivement assez fréquent d'observer des territoires bénéficiant d'une forte croissance de leur PIB et de l'emploi pâtir d'une détérioration manifeste de leur niveau de cohésion sociale. En d'autres termes, au niveau territorial, et pour reprendre le titre d'une étude réalisée par le Laurent Davezies sur le cas francilien, **croissance ne signifie pas nécessairement développement**.

En effet, **le niveau de développement d'un territoire dépend en réalité bien plus de sa capacité à capter de la richesse (revenu) qu'à seulement en produire (PIB)**. Or les modalités de captation du revenu ne se limitent pas à la seule exportation de biens et de services par son système productif compétitif. Mais font aussi appel à de puissants mécanismes redistributifs, tant publics que privés, qui n'ont rien à voir justement avec ses capacités productives. Laurent Davezies a classé ces mécanismes en trois composantes : l'économie résidentielle, l'économie publique et les transferts sociaux.

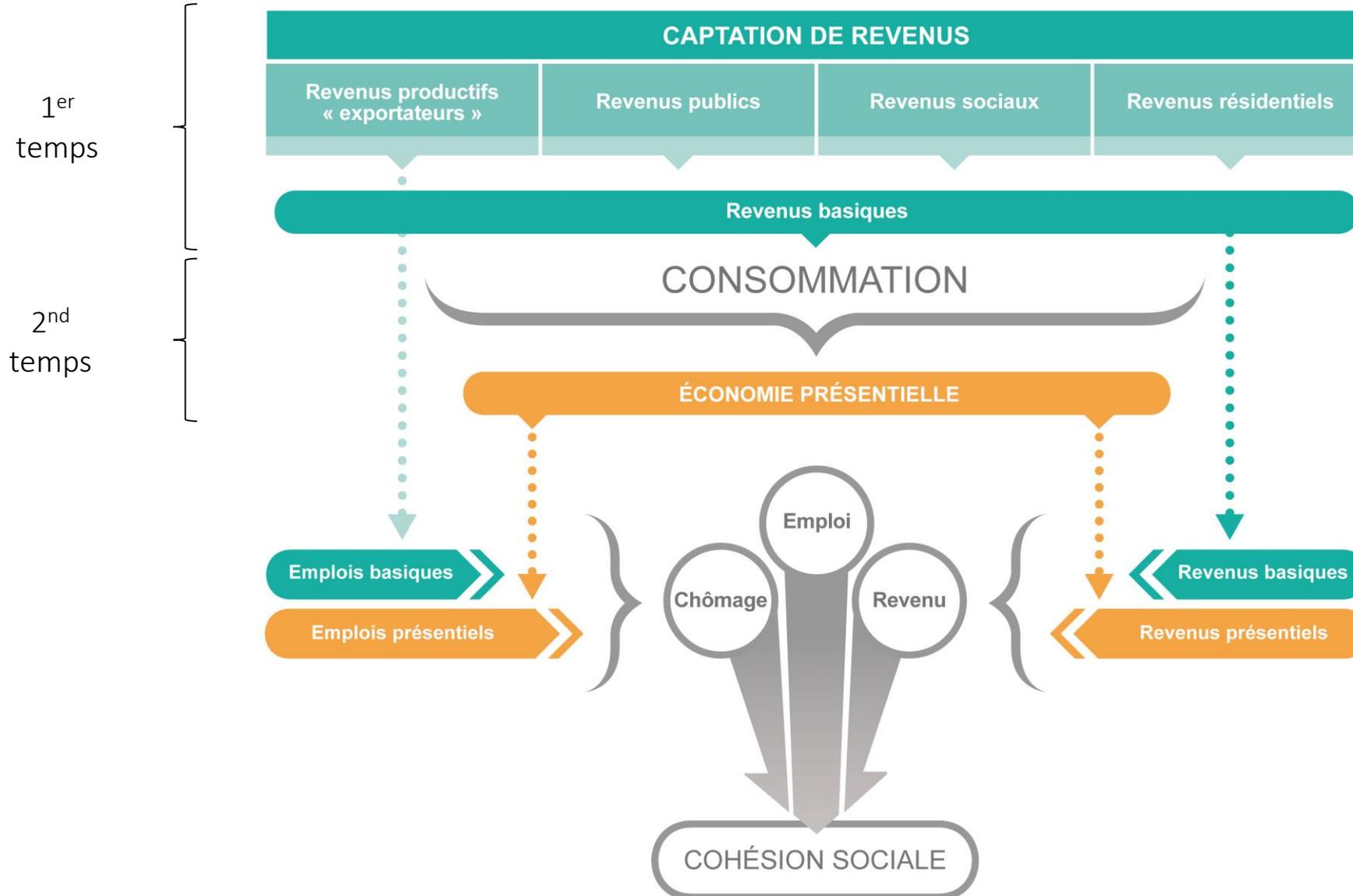
En substance, il convient donc de retenir que le développement des territoires s'opère en deux temps (cf. le schéma ci-dessous). Dans un premier temps, en fonction de leur capacité à **capturer des revenus à l'extérieur de leurs "frontières"**. Puis, dans un second temps, en fonction de leur aptitude à **redistribuer ces revenus sous la forme de dépenses de consommation courante dans leur économie locale pour stimuler leur économie présentielle**.

**Définition** : la définition du **développement territorial** retenue renvoie à un processus qualitatif d'amélioration des **conditions de vie** des populations, c'est-à-dire à la fois de leurs conditions sociales (montée en compétences, précarité, chômage, niveau de vie...) et de leur niveau de bien-être, **des conditions de l'activité économique** et de **préservation de la situation environnementale** contemporaine et future.

# Moteurs du développement des territoires

## Changer de paradigme

Une nouvelle représentation du fonctionnement des territoires



# Moteurs du développement des territoires

## Changer de paradigme

Quatre grands types de revenus captés en provenance de l'extérieur ont été identifiés :

- les revenus productifs exportateurs ;
- les revenus publics ;
- les revenus sociaux ;
- les revenus résidentiels.

### Les revenus productifs exportateurs : composante « mondialisée » des économies locales

Les revenus productifs exportateurs se composent des salaires, bénéfices industriels et commerciaux, bénéfices non commerciaux et agricoles détenus par les actifs qui résident sur un territoire et y travaillent dans des secteurs d'activité "exportateurs", c'est-à-dire qui ont pour vocation de produire des biens et des services vendus à l'extérieur de celui-ci. Le choix de localisation des entreprises de ces secteurs d'activité est généralement plutôt guidé par la nécessité d'améliorer, dans une logique d'optimisation de l'offre, leur capacité de production. La qualité de la main d'œuvre, le coût du foncier et de l'immobilier, la pression fiscale, la densité du tissu industriel local peuvent constituer à ce titre des variables à forte influence. Les entreprises de ces secteurs exposent plus lourdement les territoires aux risques de délocalisation que les entreprises des secteurs d'activité de proximité.

Cette composante des systèmes socio-économiques territoriaux s'apparente à la composante « mondialisée » et la plus compétitive des économies locales. Elle demeure pour cette raison la plus exposée aux aléas économiques conjoncturels et aux mouvements de restructuration. Elle est de surcroît celle qui conditionne l'existence des trois autres types de revenus : sans croissance et création de valeur ajoutée dans les secteurs productifs concurrentiels et exportateurs, c'est effectivement tout l'équilibre du système national de redistribution interterritoriale de richesses qui serait mis en péril.



# Moteurs du développement des territoires

## Changer de paradigme

### Les revenus publics : un amortisseur de choc économique

Les revenus publics se composent des salaires des actifs résidant sur le territoire et travaillant dans les fonctions publiques d'État, Territoriale et Hospitalière. Assez peu sensible aux aléas économiques, les revenus publics constituaient avant la crise des dettes souveraines (2011) un véritable amortisseur de choc pour les territoires en temps de crise. Il semble que depuis cette crise, cette fonction ait été altérée avec la détérioration des finances publiques. La stabilité des revenus publics devrait être largement remise en question dans les années à venir en raison de la volonté affichée par nos gouvernants de réduire la dépense publique avec pour objectif de réduire le poids de la dette (on citera à titre d'exemple les fermetures de caserne qui ont pu avoir un impact significatif sur la trajectoire de développement de certains territoires). Dans l'ensemble, la géographie des revenus publics tend plutôt à suivre celle de la densité de population et demeure relativement homogène.

### Les revenus sociaux : un vecteur implicite de réduction des disparités spatiales

Les revenus sociaux (hors pensions de retraite qui sont intégrées dans les revenus résidentiels) se composent des différents types de prestations sociales (ou transferts sociaux). Sont comptabilisés dans notre approche les transferts versés en espèces à des individus ou à des familles. Ces transferts ont pour vocation de réduire la charge financière que représente la protection contre divers risques. Outre la vieillesse et la survie (intégrée dans les revenus résidentiels), elles sont associées à cinq grandes catégories de risques :

- la santé (prise en charge totale ou partielle de frais liés à la maladie, à l'invalidité, aux accidents du travail et aux maladies professionnelles) ;
- la maternité-famille (prestations liées à la maternité, allocations familiales, aides pour la garde d'enfants) ;
- la perte d'emploi (indemnisation du chômage) et les difficultés d'insertion ou de réinsertion professionnelle ;
- les difficultés de logement (aides au logement) ;
- la pauvreté et l'exclusion sociale (minimas sociaux : revenu minimum d'insertion - RSA, minimum vieillesse, etc.).

Les transferts sociaux assurent une fonction explicite de réduction des inégalités sociales et implicite de réduction des disparités territoriales. En général, mais sans que cela soit strictement mécanique, plus leur part est élevée dans l'ensemble des revenus captés par les territoires, plus cela signifie que les problèmes sociaux rencontrés y sont aigus.



# Moteurs du développement des territoires

## Changer de paradigme

### Les revenus résidentiels : moteurs majeurs des économies locales

Les revenus résidentiels se composent des pensions de retraite, des dépenses touristiques marchandes et non marchandes (liées à la présence de résidents secondaires), des revenus mobiliers et fonciers liés à la présence de leurs titulaires et des revenus dont bénéficient les actifs qui résident sur le territoire mais travaillent ailleurs, appelés revenus « pendulaires » ou « dortoirs » (qui intègrent les revenus transfrontaliers). Le niveau et la dynamique des revenus résidentiels dépendent très largement du niveau d'aménités des territoires (qualité du cadre de vie, ensoleillement, proximité de la mer ou de la montagne...).

Au même titre que les revenus publics, les revenus résidentiels dépendent de puissants mécanismes de redistribution interterritoriaux. Pour les pensions de retraite, il s'agit d'un double mécanisme redistributif à la fois intergénérationnel (conforme à notre système de répartition : les actifs paient pour les « anciens ») et géographique (par exemple, un actif ayant travaillé toute sa vie à Lille et qui s'installe pour sa retraite dans le sud de la France). Pour les dépenses touristiques, il s'agit d'un mécanisme de transfert géographique lié au fait que des individus dépensent à un moment donné dans l'année une partie de leurs revenus sur un territoire où ni ils ne résident, ni ils ne travaillent. Quant aux revenus « pendulaires », ils sont liés aux migrations domicile-travail quotidiennes des actifs qui résident et travaillent sur un territoire différent.



# Moteurs du développement des territoires

## Changer de paradigme

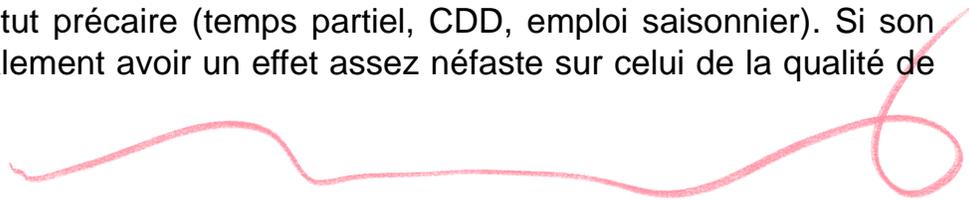
Le second temps du développement des territoires, à savoir la redistribution des revenus dans le circuit économique local sous la forme de dépenses de consommation courante, constitue un moment tout aussi décisif que celui de la captation. Décisif car c'est ce processus qui permet le développement de l'économie présente, principale pourvoyeuse d'emplois aujourd'hui dans les territoires (65 % de l'emploi en moyenne).

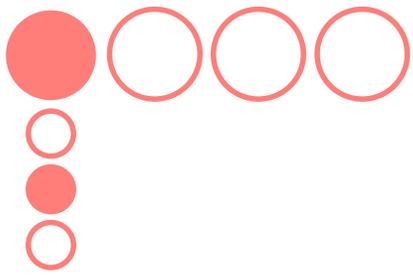
Économie de production au même titre que l'économie productive exportatrice génératrice des revenus du même nom, les secteurs d'activité qui composent l'économie présente demeurent relativement peu concurrentiels et exposés aux aléas conjoncturels (les macro-économistes nomment l'économie de proximité le secteur abrité). Tournés exclusivement vers la satisfaction des besoins des populations présentes, ces secteurs d'activité se localisent sur les territoires largement plus pour vendre que pour produire.

Bien que demeurant une véritable économie de production, le niveau de développement de l'économie présente dépend préférentiellement de la propension à consommer localement des populations résidentes (actives et inactives) et des populations ponctuelles (touristes et résidents secondaires...), que l'on peut regrouper sous le terme générique de population présente, c'est à dire du niveau de redistribution des différents revenus captés par le territoire en provenance de l'extérieur. On peut ainsi considérer, de manière imagée, que les revenus productifs exportateurs, les revenus publics, résidentiels et sociaux constituent le « carburant » potentiel, car sous réserve qu'ils soient bien dépensés là où ils sont détenus, de l'économie présente.

L'économie présente présente un certain nombre d'avantages. Moins concentrée géographiquement que les secteurs d'activité productifs exportateurs, ses secteurs d'activité se localisent plutôt en fonction de la densité présente et se répartissent de manière relativement homogène sur le territoire national. Peu soumis aux risques de délocalisation, ils exposent moins les territoires à des chocs brutaux de réduction d'emplois. De surcroît, les compétences requises par ses secteurs d'activité font appel à un très large spectre de qualifications (allant du boulanger au médecin en passant par le chauffeur de taxi, l'artisan couvreur ou le pâtissier...). Ils demeurent ainsi beaucoup plus ouverts aux populations peu et pas qualifiées que les secteurs d'activité productifs exportateurs.

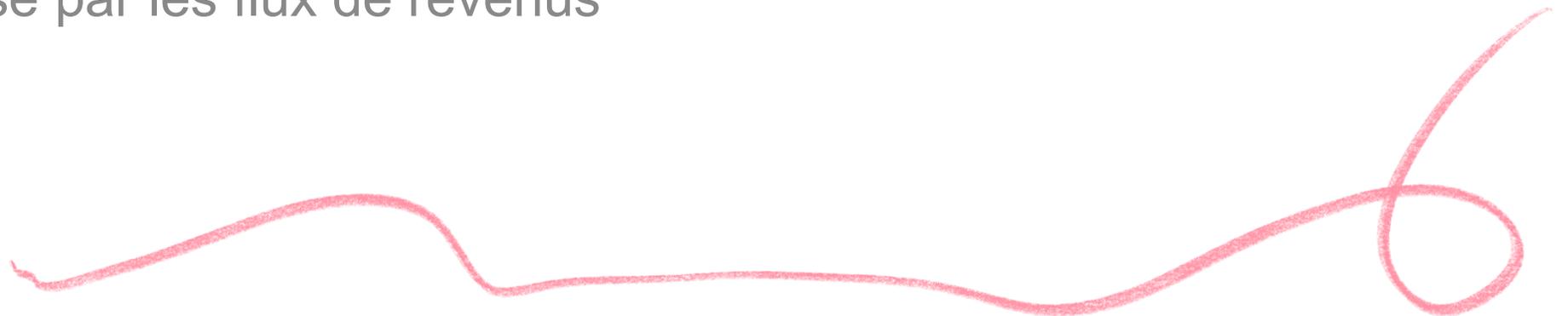
L'économie présente ne présente évidemment pas que des vertus. Bien plus que pour les secteurs d'activité exportateurs, les secteurs d'activité qui la composent ont tendance à offrir des emplois à faibles niveaux de rémunération et/ou à statut précaire (temps partiel, CDD, emploi saisonnier). Si son dynamisme peut avoir une influence tout à fait positive sur le niveau de chômage, il peut également avoir un effet assez néfaste sur celui de la qualité de l'emploi et donc le niveau de précarité des actifs.





# Les moteurs du développement du territoire : application aux cas de la zone d'emploi de Belfort Montbéliard

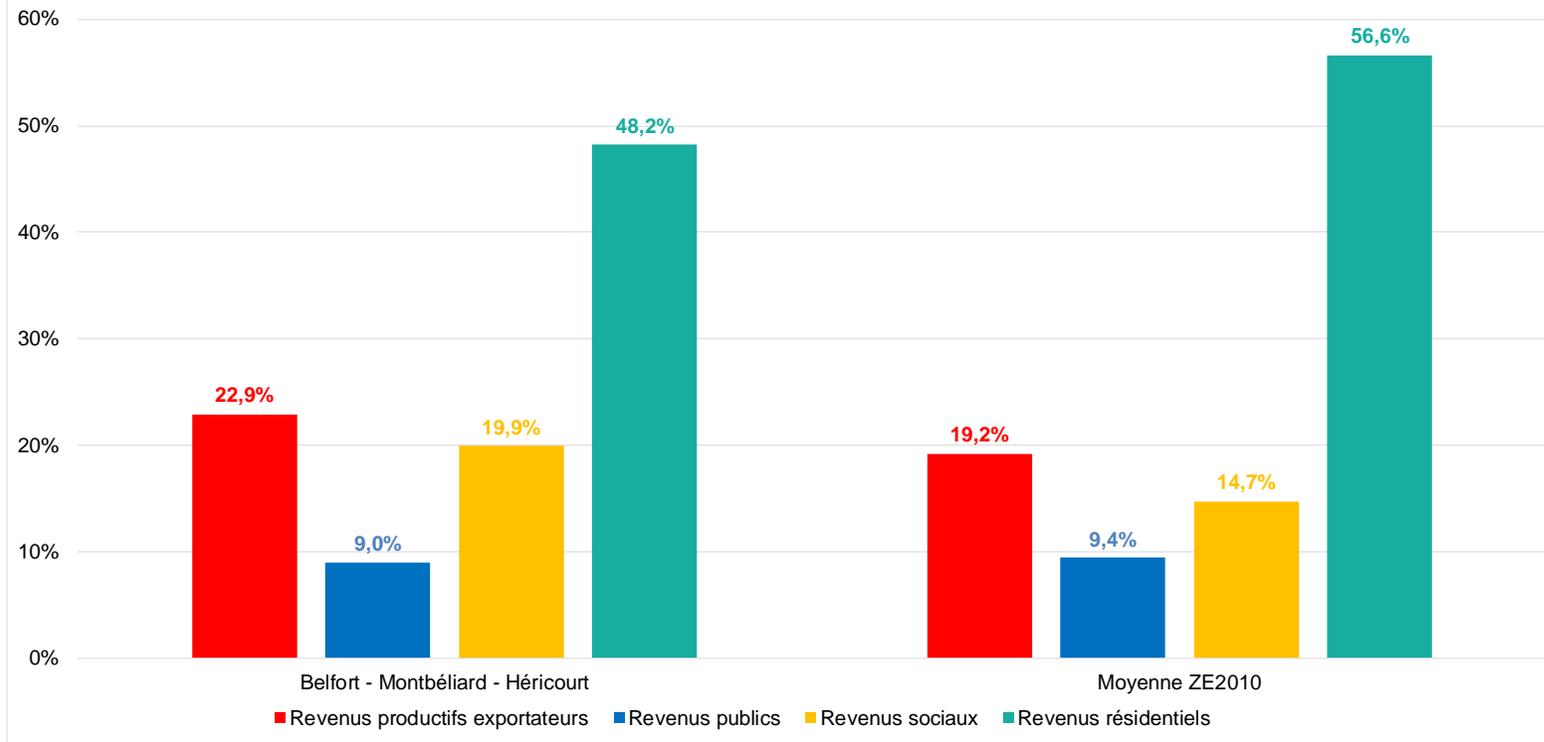
L'analyse par les flux de revenus



# Moteurs du développement des territoires

## Les moteurs du développement du territoire

Poids des différents types de revenus captés dans l'ensemble des revenus captés en provenance de l'extérieur par le territoire (2016)



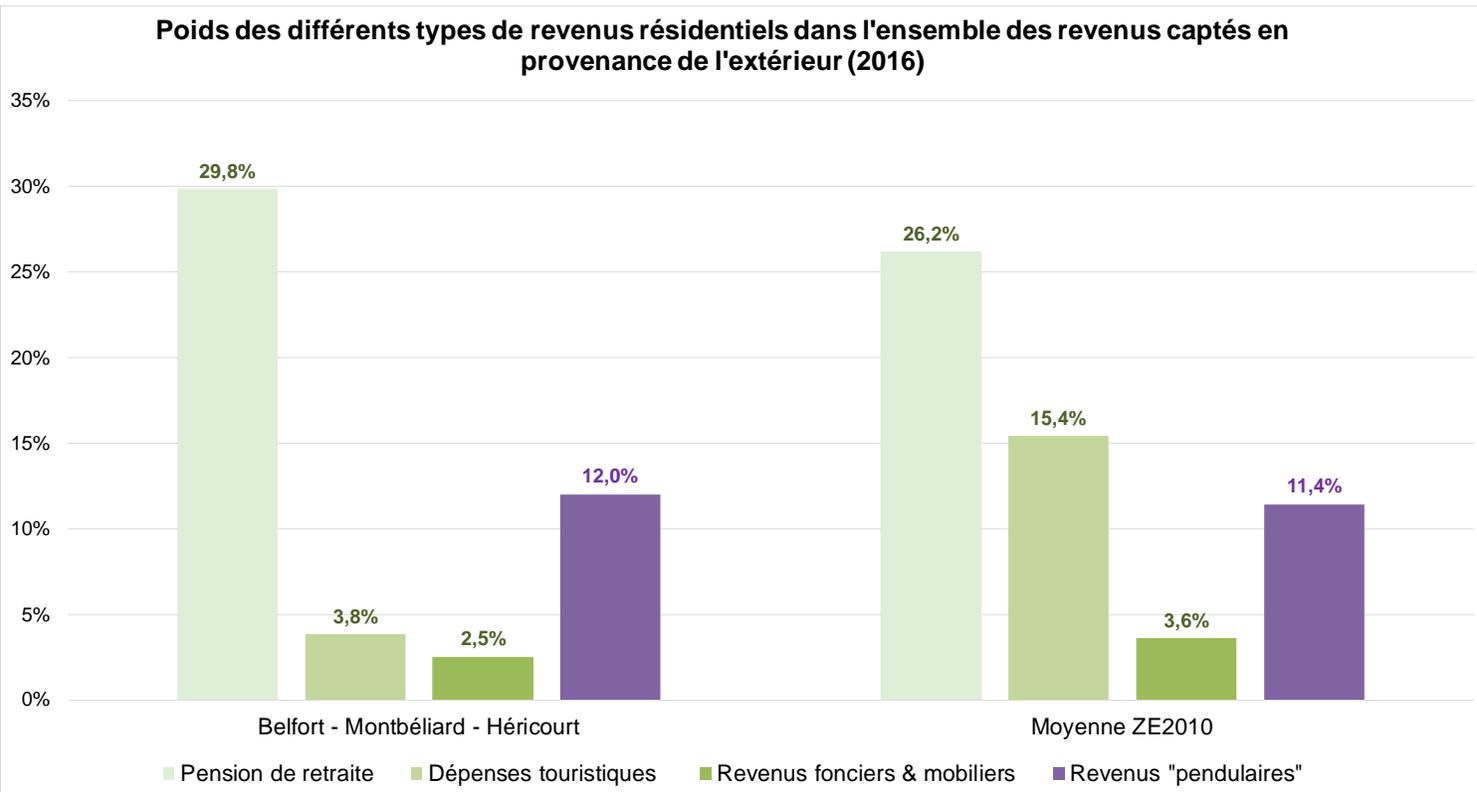
Source : Estimations Six d'après Insee (DADS, Recensement, CLAP), Ministère du Tourisme, DGI et Urssaf

Au regard des autres zones d'emploi françaises, la zone d'emploi de Belfort se caractérise par :

- une surreprésentation significative des revenus productifs exportateurs dans ses revenus captés en provenance de l'extérieur (22,9 % contre 19,2 % en moyenne) qui rentre en écho avec le profil encore assez largement industriel du territoire ;
- une légère sous-représentation des revenus publics (9 % contre 9,4 % en moyenne) ;
- une surreprésentation des revenus sociaux (allocations chômage, aides au logement, aides de lutte contre la pauvreté...) qui suggère à ce stade de l'analyse que la situation sociale du territoire demeure plutôt dégradée (19,9 % contre 14,7 % en moyenne) ;
- une sous-représentation significative des revenus résidentiels (48,2 % contre 56,6 % en moyenne).

# Moteurs du développement des territoires

## Les moteurs du développement du territoire : zoom sur les revenus résidentiels



Source : Estimations Six d'après Insee (DADS, Recensement, CLAP), Ministère du Tourisme, DGI et Urssaf

La sous-représentation des revenus résidentiels observés dans le processus de captation de revenus est avant tout liée au très faible poids des dépenses touristiques dans le processus de captation de revenus (3,8 % contre 15,4 % en moyenne) ; traduction de la faible attractivité touristique du territoire.

Ce déficit n'est pas compensé par :

- les pensions de retraite, qui demeurent pourtant sensiblement sur-représentées localement (29,8 % contre 26,2 % en moyenne) et dont le poids est le reflet du vieillissement prononcé de la population locale (29,8 % contre 26,2 % en moyenne). On relèvera que les pensions de retraite, comme pour l'ensemble des zones d'emploi en moyenne, constituent le principal levier de captation de revenu pour le territoire ;
- les revenus pendulaires dont le poids est très légèrement supérieur à la moyenne observée dans les zones d'emploi françaises (les revenus pendulaires incluent ici les revenus transfrontaliers).

# Moteurs du développement des territoires

## Le modèle de développement du territoire

### Qu'est qu'un modèle de développement territorial ?

*L'observation de la structure des moteurs du développement – c'est à dire du poids relatif de leurs différents revenus captés – permet d'appréhender leurs modalités de fonctionnement macro-économique en termes de modèle de développement.*

*L'identification des modèles de développement des territoires s'effectue en fonction du niveau de surreprésentation de tel et/ou tel type de revenus dans le processus de captation de richesses au regard d'une moyenne de « référence ». Par exemple, une communauté d'agglomération de la région marquée par une surreprésentation de ses revenus « pendulaires » au regard de la moyenne de l'ensemble des communautés d'agglomération françaises présentera un modèle de développement dit « pendulaire ». Pour une communauté de communes présentant une double surreprésentation de ses revenus productifs exportateurs et sociaux au regard de la moyenne des communautés de communes françaises, on dira que son modèle de développement est « productif-social » ...*

*Bien qu'en apparence relativement technique (cf. l'intitulé à rallonge de certains modèles) et bâtie sur un certain nombre de conventions, cette approche présente l'avantage de proposer :*

- *une représentation synthétique et immédiate du fonctionnement macro-économique local des territoires ;*
- *une vision transversale et systémique de leur fonctionnement qui dépasse l'approche sectorielle classique de type agriculture – industrie – service ;*
- *un schéma d'analyse propice au déploiement d'une réflexion prospective permettant d'appréhender les évolutions probables du territoire à moyen terme grâce aux éléments de connaissance dont on dispose sur le comportement général des modèles de développement territoriaux.*

*Connaître le modèle de développement de son territoire permet ainsi d'identifier de manière très efficace les grands enjeux qui l'affectent et de poser les bases d'une réflexion stratégique de premier niveau. Au-delà, ce type d'approche permet également de créer un langage commun et partagé propice à l'émergence d'un climat consensuel au sein d'un système local d'acteurs qui rend plus aisé le passage de la réflexion à l'action.*

Eu égard à la structure des revenus captés par la zone d'emploi, il est possible de synthétiser ses modalités de fonctionnement socio-économique générales sous la forme du modèle de développement « **productif-social-retraite-pendulaire** ».

Ce modèle est la traduction :

- du **rôle encore très structurant de la composante productive concurrentielle** du tissu économique local dans la trajectoire de développement du territoire. Composante pourtant en déclin continu depuis les années 70 (cf. chapitre II) et qui risque d'être lourdement impactée par la crise actuelle ;
- d'une **relative intensité des problèmes sociaux**, suggérée par la socialisation significative du modèle et qui devrait s'amplifier sous les impacts de la crise (via la montée du chômage et la paupérisation des ménages) ;
- d'un **déficit prononcé en dépenses touristique** liée à la faible attractivité touristique du territoire (assez caractéristique des territoires au profil industriel du nord et de l'est de la France) ;
- d'un **vieillesse accéléré de la population** qui fait que les pensions de retraite constituent localement le premier vecteur de captation de revenus ;
- d'une **amorce de diversification fonctionnelle** via le levier « pendulaire » liée au fait qu'une proportion croissante d'actifs du territoire travaillent en dehors (notamment de l'autre côté de la frontière). Ce levier pourrait néanmoins être fortement impacté par la crise suivant la nature des emplois occupés par les actifs alternant de la zone d'emploi ;

En résumé, la trajectoire de développement du territoire repose sur trois piliers. Sa capacité productive, pilier de développement historique mais en grandes difficultés et fortement exposés à la crise. Les mécanismes de socialisation qui sous le poids combiné du vieillissement de la population et de la montée en puissance des difficultés sociales assurent au territoire un certain volume de revenu et vont jouer un rôle de puissant amortisseur de choc face à la crise. Et enfin, un levier sans doute plus récent, qui traduit une certaine forme de diversification fonctionnelle potentiellement porteuse, le levier pendulaire. Le territoire semble effectivement de plus en plus tirer ses revenus d'activités situées en dehors de son périmètre grâce à la mobilité de ses actifs. D'apparence complexe, ce modèle de développement reste plus largement le reflet d'une transformation en cours des modalités de fonctionnement socio-économique du territoire, transformation qui devrait sensiblement s'accélérer avec la crise.

# Moteurs du développement des territoires

## Redistribution de la richesse captée dans les circuits économiques locaux

### Analyse du fonctionnement du système de consommation de la zone d'emploi (2016)

	Potentiel de captation de richesses (en € / hab.)	Propension locale à consommer (en € / emplois présentsiels)	Densité en emplois présentiels (emplois présentsiels / 100 hab.)
Belfort - Montbéliard - Héricourt	15 292 €	144 035 €	10,6
Moyenne des zones d'emploi 2010	17 649 €	119 851 €	14,7

Source : Estimations Six d'après Insee (DADS, Recensement, CLAP), Ministère du Tourisme, DGI et Urssaf

Marqué par un déficit significatif en revenus captés (cf. le potentiel de captation de richesses sensiblement inférieur à la moyenne des zones d'emploi), la zone d'emploi de Belfort pâtit de surcroît d'une faible propension locale à consommer, reflet d'un réel déficit d'attractivité commerciale.

L'évasion commerciale que subit le territoire vient amplifier son déficit de revenus et se traduit en bout de chaîne par une faible densité en emplois présentsiels révélatrice d'un fonctionnement sous-optimal du système de consommation locale (10,6 emplois présentsiels pour 100 habitants contre 14,7 dans la réalité).

La consommation est devenue au fil des décennies un carburant essentiel de la dynamique économique et plus largement de développement des territoires, comme l'illustre la très forte dynamique des emplois présentsiels au niveau national depuis les années 70 (cf. chapitre II) et même durant la « Grande récession » (cf. page suivante).

#### Méthode : analyser les effets de la consommation sur les emplois présentsiels

Rappel : les emplois présentsiels sont les emplois dont le dynamisme ne dépend que de la consommation locale. Ils appartiennent à des secteurs d'activité aussi divers que la boulangerie, la charcuterie, la santé (médecins généralistes ou spécialistes...), le taxi, le cinéma, la vente de vêtements au détail...

La problématique de la consommation, pourtant abondamment traitée à l'échelle macro-économique (tant par les experts que par les acteurs publics) est systématiquement mise de côté à l'échelon territorial. En dehors des enquêtes non systématiques réalisées par les Chambres de commerce, aucune statistique n'existe sur le sujet au niveau des territoires. Pour cette raison, nous sommes contraints d'élaborer nous-mêmes les indicateurs utiles à son traitement et à son analyse.

Trois indicateurs ont pu être élaborés :

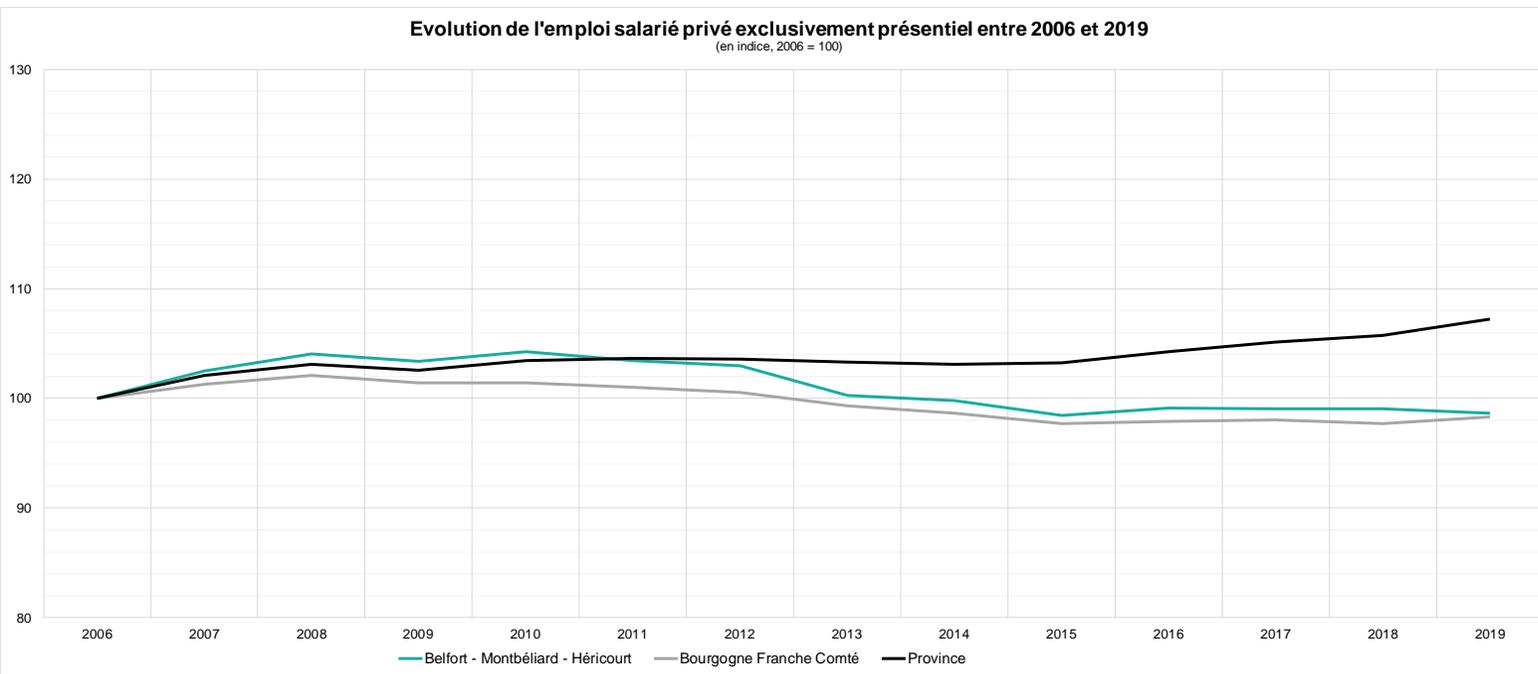
- **potentiel de captation de richesses** : cet indicateur permet d'appréhender le degré d'attractivité d'un territoire à travers sa capacité à capter de la richesse à l'extérieur de son périmètre. Il est calculé en rapportant le volume total de revenus captés (revenus productifs exportateurs, revenus publics, revenus sociaux et revenus résidentiels) à la population résidente. Plus l'indicateur est important, plus cela signifie que le potentiel de captation est élevé ;

- **propension à consommer localement** : attention, cet indicateur doit se lire « à l'envers » : plus il est élevé, plus cela signifie que la propension locale à consommer est faible et inversement. Cet indicateur permet d'appréhender le degré de redistribution des revenus captés à l'extérieur d'un territoire dans son économie locale ; autrement dit la propension à consommer localement. Il est calculé en rapportant le volume total de revenus captés à l'extérieur (revenus productifs exportateurs, revenus publics, revenus sociaux et revenus résidentiels) au nombre d'emplois présentsiels. Exprimé en euros, l'effet multiplicateur peut se lire comme le volume de revenus captés nécessaire pour la création d'un emploi présentsiel supplémentaire.;

- **taux de couverture en emplois présentsiels** : cet indicateur permet de mesurer la densité en emplois présentsiels sur un territoire donné. Il est calculé en rapportant le nombre d'emplois présentsiels à la population résidente.

# Moteurs du développement des territoires

## Des emplois présents boostés par la consommation locale, même durant la « Grande récession »



Source : Urssaf

On relèvera dans le graphique ci-contre l'évolution défavorable des emplois présents de la zone d'emploi de Belfort, dont le rythme de croissance entre 2007 et 2019 apparaît très négatif et à l'image de la tendance régionale (- 3,4 % contre - 3,5 % en région Bourgogne Franche Comté) dans un contexte national pourtant plutôt porteur (+ 3,5 %).

On remarquera de surcroît l'évolution relativement linéaire des emplois présents, peu impactés par les différents cycles récessifs qui se sont succédés entre 2007-2009 et 2011-2014, portés par une consommation peu sensible aux aléas conjoncturels.

Malheureusement, avec la crise actuelle le constat sera tout autre. Stoppée par le 1<sup>er</sup> confinement, altérée par le suivant et la propension croissante à épargner dans un contexte incertain, la sphère présente locale va se retrouver beaucoup plus impactée. Les pertes d'emplois (que nous ne pourrions évaluer précisément que courant juin 2021) risquent d'être significatives.

Le changement de nature de la crise du Covid 19 (comparée à celle impulsée par la crise financière internationale en 2008 et la crise des dettes souveraines en 2011) va contribuer à sensiblement fragiliser cette dimension des économies locales qui depuis plus de 40 ans présentait l'avantage d'être peu exposée aux aléas économiques conjoncturels.

## Evolution de l'emploi salarié privé présentiel entre 2007 et 2019

	2007-2019	2007-2019 (en %)
Belfort - Montbéliard - Héricourt	-1 298	-3,4%
Bourgogne Franche Comté	-12 258	-3,5%
Province	235 020	3,5%

Source : Urssaf

# Moteurs du développement des territoires

## Le modèle de développement du territoire

Ce modèle est la traduction d'un relatif déséquilibre fonctionnel porteur d'une certaine fragilité sociale que révèle la surreprésentation des transferts sociaux dans le processus de captation de revenus. Avant la crise du Covid 19, les territoires les plus dynamiques et les plus résilients étaient ceux qui « marchaient sur deux jambes », à savoir dont le modèle de développement était assis sur une composante productive concurrentielle robuste et une économie résidentielle, notamment dans ses composantes touristiques et pendulaires, performante.

Marqué par une dynamique productive concurrentielle en berne liée au processus de désindustrialisation, le territoire a également souffert d'une montée en puissance plutôt contenue de la consommation qui n'a que modérément dynamisé l'économie résidentielle. Cette dernière n'a pu jouer qu'un rôle de levier assez limité.

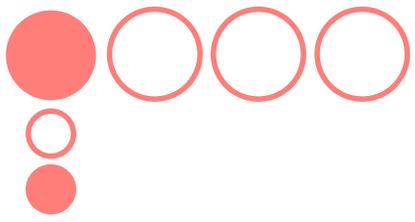
Avec la crise, les deux principaux piliers du développement du territoire vont être impactés. Les revenus productifs concurrentiels vont être touchés du fait d'un fort ralentissement de l'activité, notamment industrielle, provoquant une hausse sensible du chômage et par conséquent une hausse du poids des transferts sociaux. Et grande nouveauté, du fait du ralentissement inédit de la consommation, l'économie résidentielle va subir un choc sans précédent. Heureusement, les revenus publics et les pensions de retraite vont jouer à plein leur fonction d'amortisseur tandis que le poids des revenus sociaux va croître avec l'augmentation des difficultés sociales et accentuer la socialisation du modèle. La zone d'emploi de Belfort Montbéliard risque de devenir de plus en plus dépendante des mécanismes de socialisation avec la crise.

Pour contrecarrer ce mouvement, trois enjeux déterminants se dessinent pour le territoire :

- Relancer la dynamique productive concurrentielle locale altérée par la mise à l'arrêt de l'industrie en encourageant la diversification du tissu économique local (on mesure ici, comme pour les territoires touristiques de montagne, les risques associés à une trop forte spécialisation économique) ;
- Stimuler le levier résidentiel, relativement sous-développé avant crise, en raison notamment de la faible attractivité touristique du territoire ;
- Relancer la consommation locale, pilier de la dynamique de développement du territoire depuis plusieurs décennies maintenant.

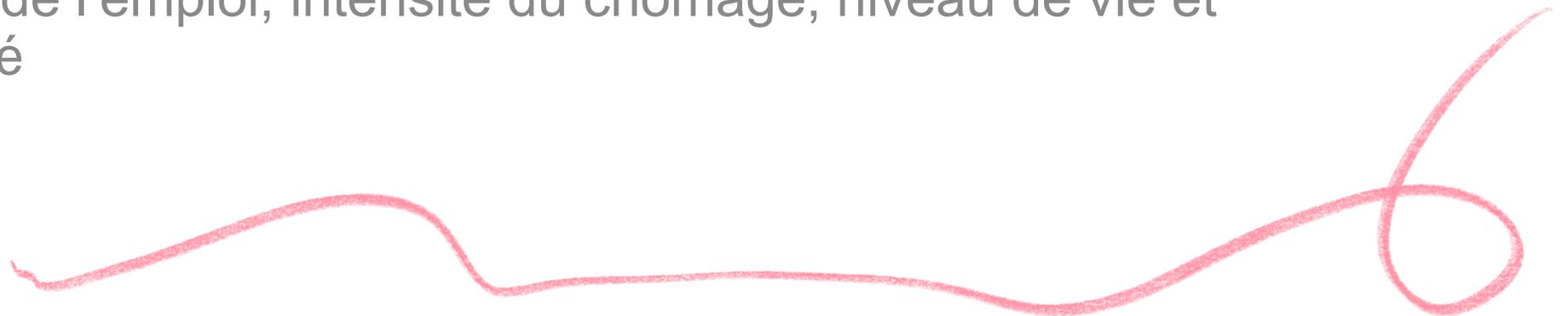
Répondre à ces trois enjeux permettrait au territoire de diversifier un peu plus ses modalités de fonctionnement socio-économique général et d'éviter de devenir trop dépendant des mécanismes de socialisation (ce qui n'est jamais bon signe) et de se positionner dans une perspective de relance à court et moyen terme.





# Le niveau de cohésion sociale de la zone d'emploi

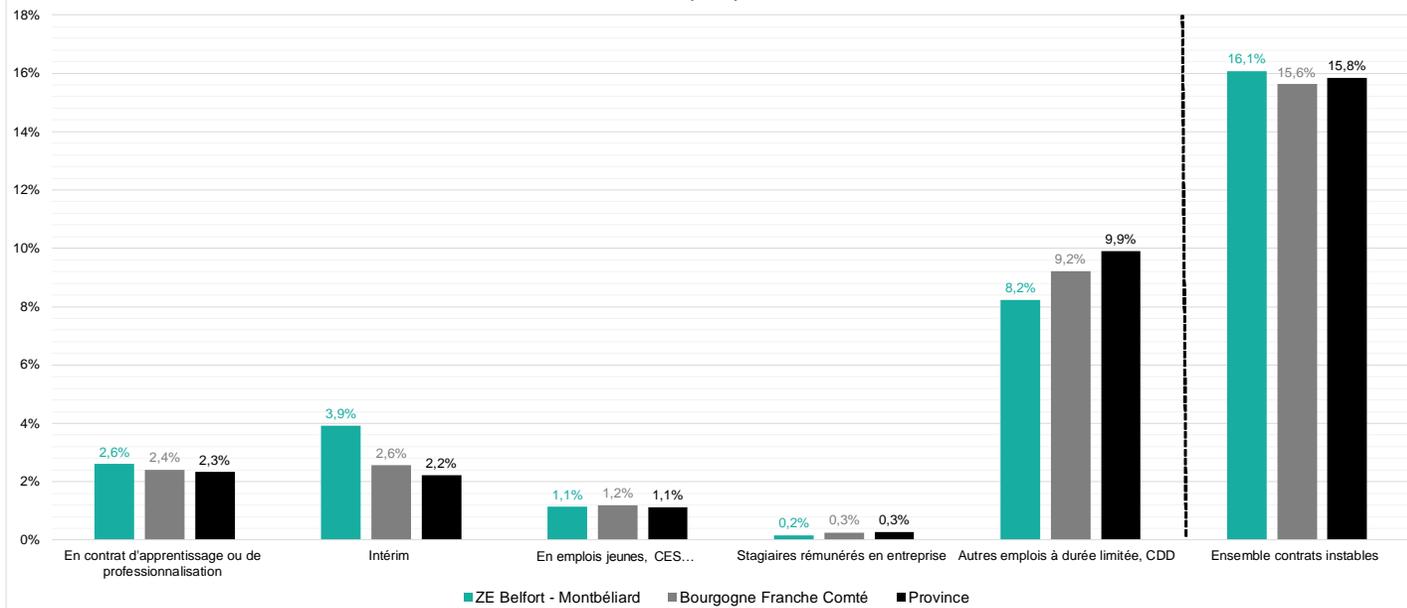
Qualité de l'emploi, intensité du chômage, niveau de vie et pauvreté



# Qualité de l'emploi des ménages du territoire

## Poids des contrats instables et du temps partiel

Part de la population active salariée par type de contrat (2017)



Source : Insee – Recensement de la population

La population active de la zone d'emploi semble plutôt pâtir d'une faible qualité de l'emploi :

- la part des actifs en contrats instables (qui comprennent les contrats en apprentissage, en intérim, en emplois jeunes et en CDD) apparaît plutôt supérieure aux moyennes régionale et nationale (16,1 % contre 15,6 % en Bourgogne Franche Comté et 15,8 % en province) ;
- et la part des actifs occupés à temps partiel apparaît quant à elle supérieure à la moyenne régionale et conforme à la moyenne nationale (17,7 % contre 16 % en BFC et 17,7 % en province).

### Part des actifs occupés titulaires d'un contrat à temps partiel en 2017 (en %)

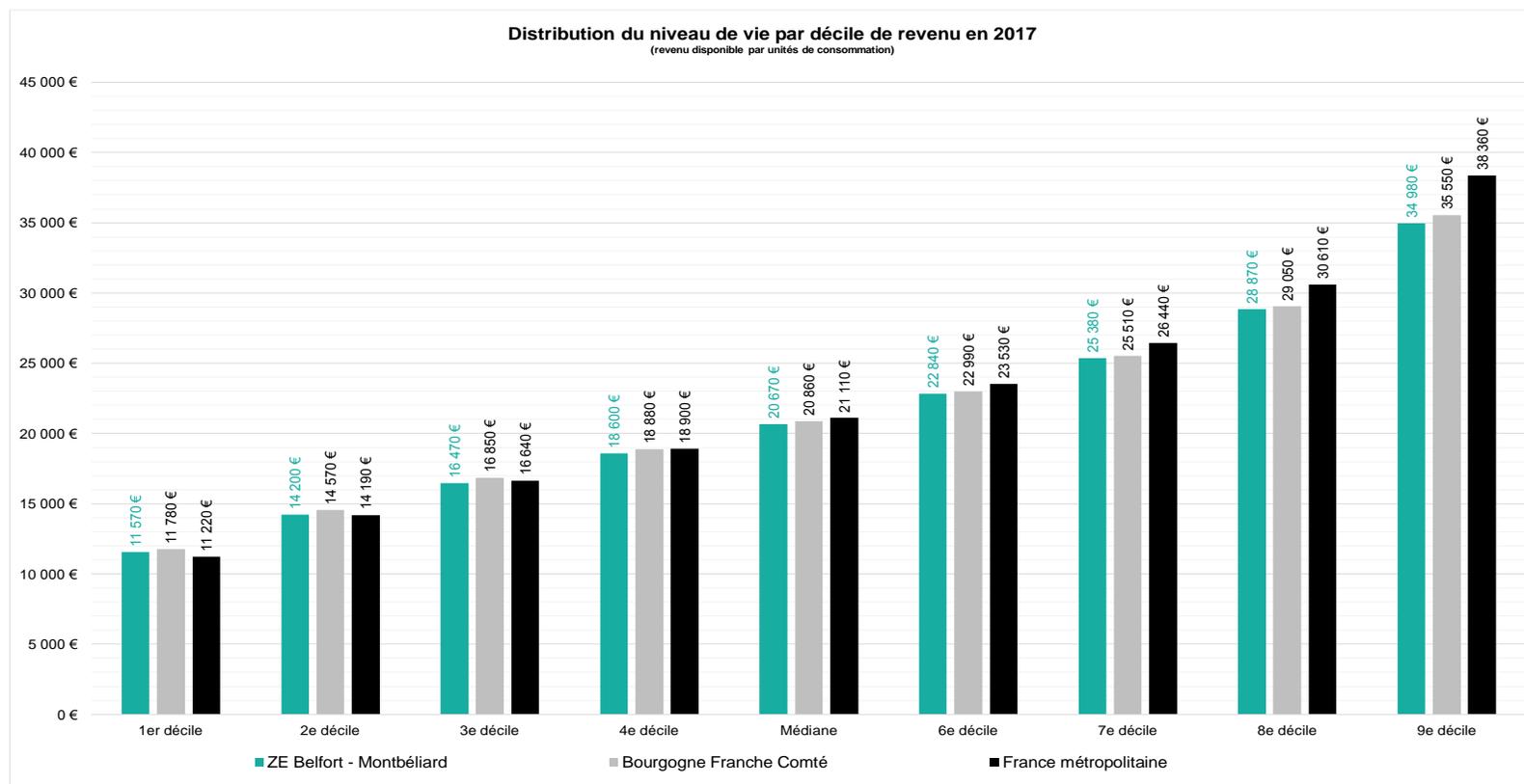
	Part des actifs occupés à temps partiel
ZE Belfort - Montbéliard	17,7%
Bourgogne Franche Comté	16,0%
Province	17,7%

Source : Insee – Recensement de la population



# Niveau de vie des ménages

## Analyse de la distribution du revenu disponible par catégorie de revenu



Source : Insee – Filosofi

Le niveau de vie des ménages de la zone d'emploi de Belfort apparaît dans l'ensemble plutôt défavorable. A l'exception des catégories sociales les plus modestes (1<sup>er</sup> et 2<sup>ème</sup> décile), les différentes catégories sociales du territoire affichent un niveau de vie inférieur aux moyennes de comparaison. Cela traduit une forme de « paupérisation relative » généralisée à presque l'ensemble des catégories sociales du territoire.

Cette distribution du niveau de vie se traduit néanmoins par un faible niveau d'inégalités (cf. l'indice d'inégalités de niveau de 0,296 contre 0,256 en Bourgogne Franche Comté et 0,289 en France métropolitaine).

**Définition : le niveau de vie des ménages est apprécié à la lecture du revenu disponible.** Ce dernier correspond à la somme des ressources déclarées par les contribuables sur la déclaration des revenus, après abattement et redistribution. Il comprend ainsi les revenus d'activité salariée et indépendante, les pensions d'invalidité et les retraites (hors minimum vieillesse), les pensions alimentaires reçues (déduction faite des pensions versées), certains revenus du patrimoine ainsi que les revenus sociaux imposables : indemnités de maladie et de chômage et les différents revenus de transfert.

Le niveau d'observation du revenu que nous avons retenu est **l'unité de consommation** (plutôt que le ménage ou la personne). L'unité de consommation est un système de pondération attribuant un coefficient à chaque membre du ménage et permettant de comparer les niveaux de vie de ménages de tailles ou de compositions différentes. Avec cette pondération, le nombre de personnes est ramené à un nombre d'unités de consommation (UC). La **médiane** est la valeur qui partage une distribution en deux parties égales. Ainsi, pour une distribution de revenus, la médiane est le revenu au-dessous duquel se situent 50 % des revenus. C'est de manière équivalente le revenu au-dessous duquel se situent 50 % des revenus. La médiane constitue un indicateur plus fiable que la moyenne. Le **premier décile** est le revenu au-dessus duquel se situent 90 % des revenus. Le 1<sup>er</sup> décile concentre ainsi les 10 % des ménages (exprimés en unités de consommation) les plus pauvres. Le **neuvième décile** est le revenu au-dessous duquel se situent 90 % des revenus. Le 9<sup>ème</sup> décile concentre ainsi les 10 % des ménages (exprimés en unités de consommation) les plus riches.

Le niveau d'inégalités sociales, c'est-à-dire entre habitants, est appréhendé à partir d'un **indice de Gini**. L'indice de Gini est un indice d'inégalités appliqué dans le cas présent au revenu fiscal par unité de consommation. L'indice de Gini varie entre 0 et 1. Il est égal à 0 dans une situation d'égalité parfaite où tous les revenus seraient égaux. A l'autre extrême, il est égal à 1 dans la situation la plus inégalitaire possible, celle où tous les revenus sauf un seraient nuls. Entre 0 et 1, l'inégalité est d'autant plus forte que l'indice de Gini est élevé. Une baisse de l'indice de Gini observée entre deux dates indique une diminution globale des inégalités. A l'inverse, une élévation de l'indice reflète une augmentation globale des inégalités.

### Indice d'inégalités de niveau de vie (2018)

	Indice d'inégalités de niveau de vie (Indice de Gini)
ZE Belfort - Montbéliard	0,251
Bourgogne Franche Comté	0,256
France métropolitaine	0,289

Source : Insee – Filosofi

# Niveau de pauvreté des ménages

## Part des ménages vivant sous le seuil de pauvreté

### Taux de pauvreté et intensité de la pauvreté en 2017

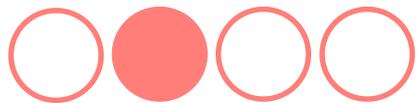
	Taux de pauvreté (au seuil de 60 %)	Revenu médian de la population sous le seuil de pauvreté	Intensité de la pauvreté
ZE Belfort - Montbéliard	13,8	10 430 €	0,176
Bourgogne Franche Comté	12,8	10 340 €	0,184
Province	14,5	10 130 €	0,200

Source : Insee – Filosofi

Lecture : Indice d'intensité de la pauvreté est compris entre 0 et 1. Lorsqu'il est proche de 0 c'est que l'intensité de la pauvreté est faible, lorsqu'il est proche de 1, qu'elle est élevée.

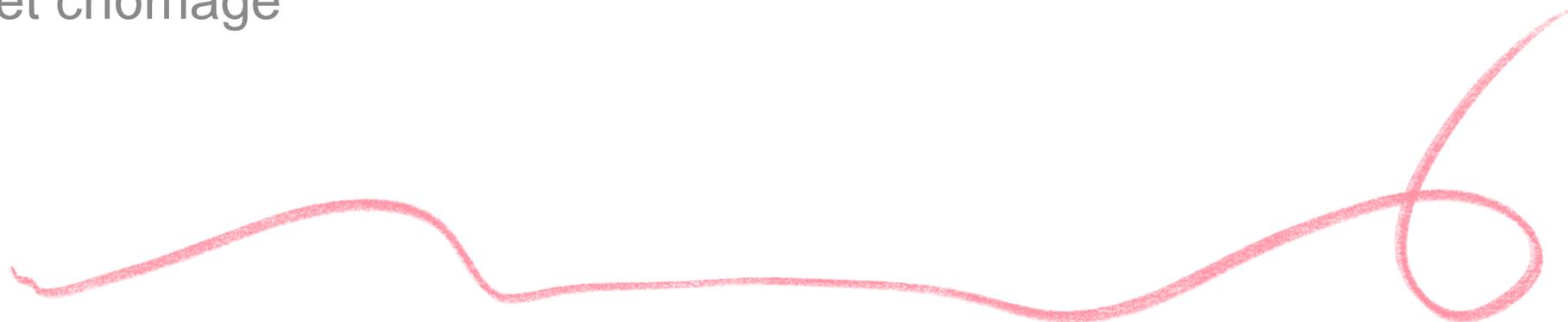
Si le taux de pauvreté de la zone d'emploi de Belfort (qui présente la part des ménages dont le niveau de vie est inférieur à 60 % du revenu disponible médian national) apparaît inférieur à celui observé en moyenne en Bourgogne Franche Comté, il reste inférieur à la moyenne observée en France métropolitaine (respectivement 13,8 % contre 12,8 % et 14,5 % en France métropolitaine). On observera également que le revenu médian de la population vivant sous le seuil de pauvreté apparaît plus élevé localement qu'en moyennes (10 430 € contre 10 340 € en Bourgogne Franche Comté et 10 130 € en France Métropolitaine) et que le niveau d'intensité de la pauvreté demeure plutôt inférieur. Ces indicateurs montrent que la pauvreté demeure moins intense dans la zone d'emploi que dans la région et en France métropolitaine. Enoncé autrement, cela signifie que les populations vivant sous le seuil de pauvreté demeurent localement moins pauvres qu'en moyennes.

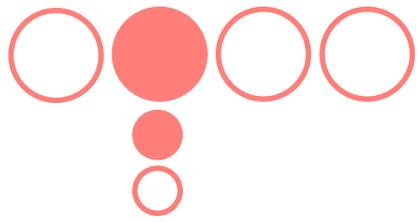




# **Dynamique de l'emploi et du chômage dans la zone d'emploi**

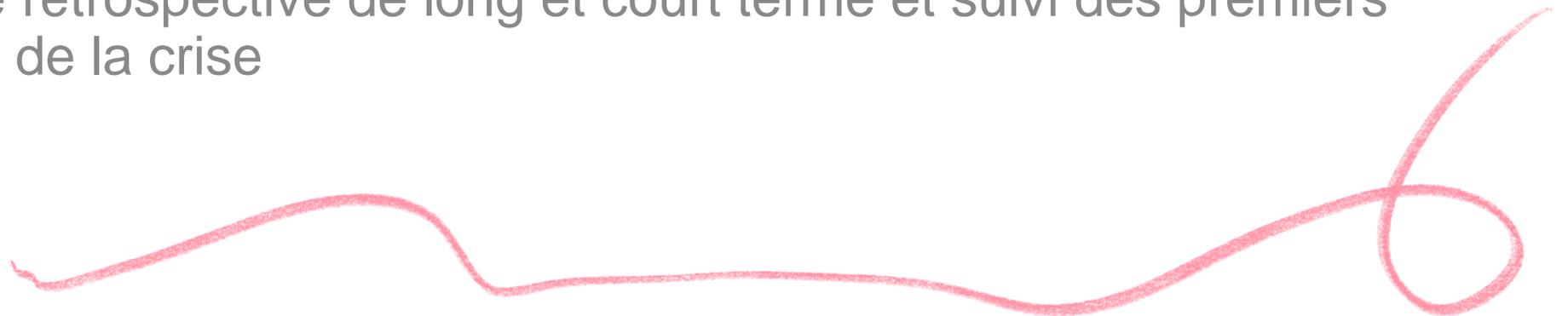
Emploi et chômage





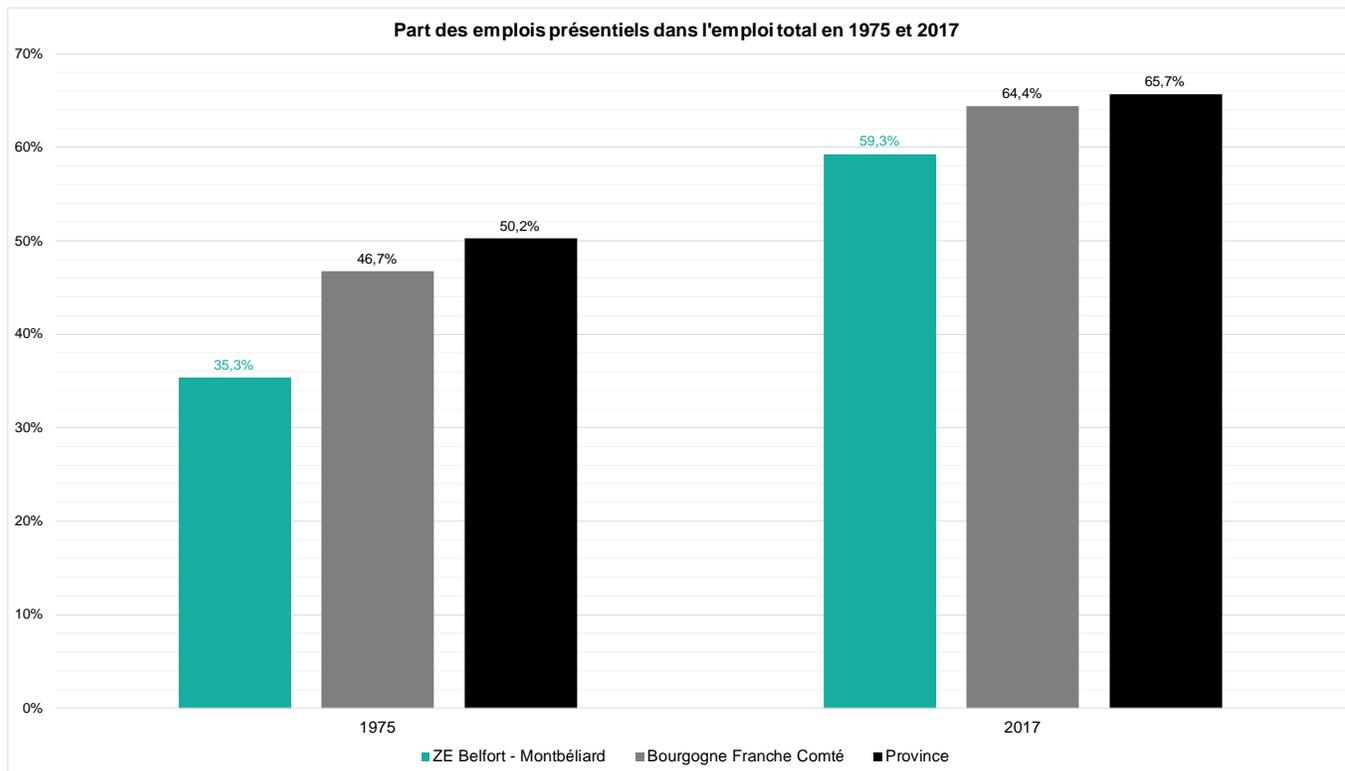
# Dynamique de l'emploi dans la zone d'emploi

Analyse rétrospective de long et court terme et suivi des premiers impacts de la crise



# Dynamique économique des territoires avant crise

## Une transformation du tissu productif sur le temps long



Source : Insee – Recensement de la population

Le tissu productif de la ZE de Belfort a vu sa vocation présentielle sensiblement s'affirmer entre 1975 et 2017.

Doté d'un profil de spécialisation très productif dans les années 70 (seulement 35,3 % de l'emploi appartenait à la sphère présentielle contre 46,7 % en Bourgogne Franche Comté et 50,2 % en province en 1975), le tissu économique local a enregistré une véritable mutation de son profil économique. La part de ses emplois présentiels et effectivement de 35,3 % en 1975 à 59,3 % en 2017.

Cette transformation du profil productif local est le produit combiné de l'effondrement des forces productives concurrentielles locales (-44 % de baisse des emplois productifs contre -30,4 % dans la région et « seulement » -14,3 % en province) et d'une très rapide progression des emplois de la sphère présentielle (+48,9 %).

On relèvera néanmoins que la dynamique de l'emploi présentiel local, bien que rapide, a été, à l'image de ce que l'on peut observer dans la région, nettement moins intense qu'en moyenne au niveau de la France de province. Cette dynamique plus modérée est sans doute le reflet d'une moindre montée en puissance de la consommation dans le territoire. Ce qui explique que :

- malgré l'effondrement des emplois productifs généré par la désindustrialisation et la fonte de l'emploi agricole, le profil présentiel de la zone d'emploi de Belfort semble moins affirmé qu'en moyennes dans la région et en France de province (la part des emplois présentiels en 2017 est de respectivement 59,3 % contre 64,4 % et 65,7 %) ;
- les pertes d'emplois productifs n'ont pas été compensées par la progression des emplois présentiels.

## Evolution des emplois de la sphère productive concurrentielle et présentielle entre 1975 et 2017

	Sphère productive		Sphère présentielle		Total	
ZE Belfort - Montbéliard	-42 505	-44,0%	25 811	48,9%	-16 694	-11,2%
Bourgogne Franche Comté	-166 631	-30,4%	208 773	43,4%	42 143	4,1%
Province	-1 153 834	-14,3%	5 079 252	62,5%	3 925 417	24,3%

Source : Insee – Recensement de la population

# Dynamique économique des territoires avant crise

## Capacité de résilience à la « Grande récession »

### Evolution des emplois salariés privés au gré des cycles conjoncturels entre 2007 et 2019

	2007-2009		2009-2011		2011-2014		2014-2019		2007-2019	
ZE Belfort - Montbéliard	-4 757	-4,7%	-248	-0,3%	-7 732	-7,9%	2 741	3,1%	-9 555	-9,4%
Bourgogne Franche Comté	-35 220	-4,9%	2 094	0,3%	-26 329	-3,8%	11 489	1,7%	-45 464	-6,3%
Province	-534 527	-3,0%	113 289	0,7%	-151 694	-0,9%	1 148 547	6,7%	731 612	4,2%

Source : Urssaf

La dynamique de création d'emplois salariés privés entre 2007 et 2019 à l'échelle de la ZE Belfort a été particulièrement négative. Plus de 9 550 emplois salariés privés ont été supprimés, soit une baisse de - 9,4 % dans un contexte régional il est vrai particulièrement négatif (- 6,3 %) mais national redevenu porteur (+ 4,2 %). Cette évolution n'a bien sûr pas été linéaire sur l'ensemble de la période, affectée par des cycles récessifs plus ou moins prononcés ou dynamisées par des phases de reprises macro-économiques plus ou moins fortes. On pourra effectivement observer que :

- entre 2007 et 2009, cycle récessif impulsé par la crise financière internationale, le territoire a enregistré une baisse de ses emplois salariés privés très intense relativement conforme à la tendance observée au niveau régional mais sensiblement plus marquée au niveau de national (France de province). En d'autres mots, le tissu productif local a été particulièrement impacté par le premier choc récessif de la « Grande récession » ;
- entre 2009 et 2011, période de reprise macro-économique, le territoire continue de perdre des emplois. Ces pertes s'observent certes à un rythme bien plus modérées mais à rebours des tendances régionale et de province (respectivement - 0,3 % de baisse contre + 0,3 % en Bourgogne Franche Comté et + 0,7 % en province). Le territoire n'a ainsi pas réussi à profiter de l'amélioration du contexte macro-économique, attestant de sa faible capacité de rebond ;
- entre 2011 et 2014, second choc récessif impulsé par la crise des dettes souveraines, le territoire enregistre une baisse d'emploi encore plus marquée que lors du premier choc : il perd plus de 7 700 emplois salariés à un rythme de - 7,9 % contre - 3,8 % en Bourgogne Franche Comté et - 0,9 % en France de province ;
- entre 2014 et 2019, période d'embellie qui semblait marquer la sortie définitive de la crise avant le démarrage de celle impulsée par le Covid 19, le territoire enregistre enfin une augmentation de ses effectifs, ce à un rythme sensiblement supérieur à la tendance régionale mais très inférieur au trend national (+ 3,1 % contre respectivement + 1,7 % et + 6,7 %).

# Dynamique économique des territoires avant crise

## Capacité de résilience à la « Grande récession »

### Evolution trimestrielle des emplois salariés privés depuis le démarrage de la crise du Covid 19 (4<sup>ème</sup> trimestre 2019 – 4<sup>ème</sup> trimestre 2020)

	T4 2019 - T1 2020		T1 2020 - T2 2020		T2 2020 - T3 2020		T3 2020 - T4 2020		T4 2019 - T4 2020	
ZE Belfort - Montbéliard	-4 286	-4,7%	-1 941	-2,2%	2 275	2,7%	-566	-0,6%	-4 518	-4,9%
Province	-471 916	-2,5%	-145 238	-0,8%	342 650	1,9%	-36 156	-0,2%	-310 660	-1,7%

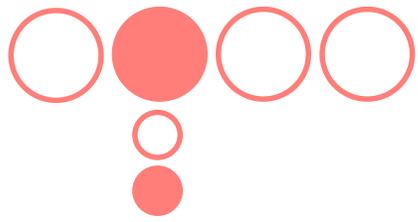
Source : Urssaf

Comme on pouvait le craindre au regard des tendances passées et de la très forte exposition du tissu économique local aux cycles récessifs de la « Grande récession », ce dernier a été très impacté par la crise du Covid 19 durant l'année 2020.

Très lourdement touché dès le premier trimestre avec les 15 premiers jours de confinement (le territoire enregistre des baisses d'emplois salariés privés de – 4,7 % contre – 2,5 % au niveau national), il continue de subir le choc plus lourdement qu'en tendance lors du second trimestre (- 2,2 % de baisse contre – 0,8 % au niveau national) qui apparaît fort heureusement moins brutal qu'au premier. Avec le 3<sup>ème</sup> trimestre, qui correspond à la première phase de déconfinement, le territoire retrouve des couleurs : il enregistre à nouveau des créations d'emplois, ce à un rythme plus rapide qu'en moyenne au niveau national (+ 2,7 % de croissance contre + 1,9 %), attestant d'une capacité de rebond qu'on ne lui avait pas connu avant la crise. Enfin, malheureusement, le nouveau ralentissement de l'activité économique généré par le reconfinement partiel du dernier trimestre sera très douloureux pour le territoire qui enregistre à nouveau des pertes d'emploi à un rythme supérieur à celui observé au niveau national (- 0,6 % contre - 0,2 %).

Au global, rien que durant l'année 2020, le territoire a perdu plus de 4 500 emplois salariés privés, dont 4 286 rien qu'au 1<sup>er</sup> trimestre. Cette dynamique est une nouvelle fois révélatrice de la très forte sensibilité du tissu économique local aux chocs récessifs. Mais fait nouveau au regard de la période antérieure, il semble avoir su mieux tirer profit qu'en moyenne de la brève période d'embellie observée au 3<sup>ème</sup> trimestre. Ce qui pourrait attester d'une capacité de rebond retrouvée.

Malheureusement nous en doutons. Nous aurions plutôt tendance à penser que ce regain du 3<sup>ème</sup> trimestre est bien plus le produit d'un effet de structure sectoriel qu'à une capacité de performance spécifique des entreprises du territoire. Nous formulons effectivement l'hypothèse que les performances du 3<sup>ème</sup> trimestre sont à mettre presque exclusivement au crédit du secteur de l'intérim, secteur très présent localement (d'après les Urssaf, au 31/12/2019, 9,7 % des emplois salariés privés du territoire appartenaient au secteur de l'intérim contre 4,3 % au niveau national ; cf. page 35) et qui a enregistré une évolution de ses effectifs particulièrement volatile avec la crise du Covid en jouant plus encore que d'habitude le rôle de variable d'ajustement.



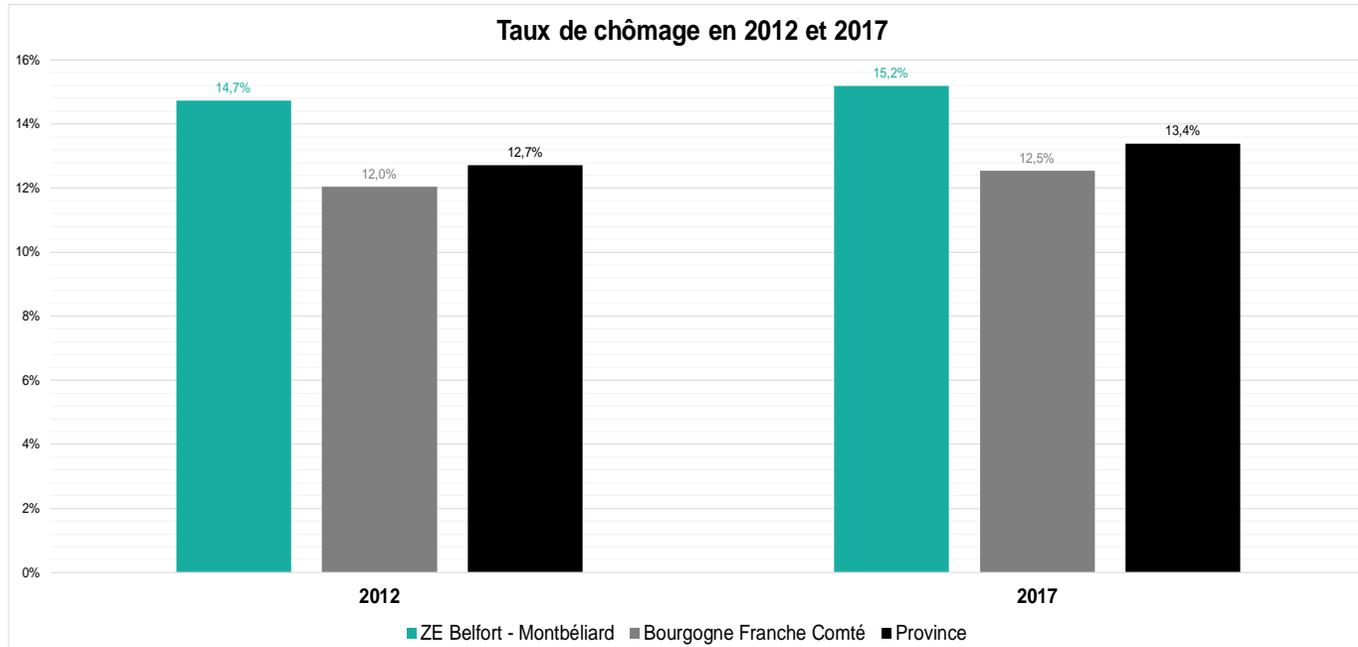
# Dynamique du chômage dans la zone d'emploi

Analyse rétrospective de long terme et suivi des premiers impacts de la crise



# Intensité du chômage dans la zone d'emploi et évolution de la population active

## Une appréciation de l'intensité de chômage et de l'impact de la démographie sur le marché du travail



Source : Insee – Recensement de la population

L'intensité du chômage (appréhendée ici de manière conventionnelle par un taux de chômage calculé à l'aide des données du recensement de la population de l'Insee) apparaît structurellement très supérieure aux moyennes régionale et de province (en 2017, il était de 15,2 % contre 12,5 % en Bourgogne Franche Comté et 13,4 % en province).

On relèvera néanmoins qu'en dépit des piètres performances économiques du territoire avant la crise du Covid, les données de l'Insee nous permettent d'observer que le nombre de chômeurs recensés a diminué entre 2012 et 2017. Ce qui n'a pas empêché le taux de chômage de progresser, ce en raison de la très rapide diminution de la population active locale.

On mesure ici toute l'importance de la dynamique démographique dans le fonctionnement du marché du travail local. Au niveau territorial, la dynamique de créations d'emplois est loin de constituer la seule variable explicative de la dynamique du chômage et de son intensité.

### Evolution du nombre de chômeurs et de la population active entre 2012 et 2017

	Population active		Chômeurs	
ZE Belfort - Montbéliard	-5 778	-3,4%	-97	-0,4%
Bourgogne Franche Comté	54 277	0,9%	36 751	5,0%
Province	245 006	0,8%	232 350	6,2%

Source : Insee – Recensement de la population

# Evolution de la demande d'emploi durant la « Grande récession » et la période de reprise d'avant crise

## Dynamique de la demande d'emploi entre 2007 et 2019

### Evolution du nombre de demandeurs d'emploi (catégories ABC) au gré des cycles conjoncturels entre 2007 et 2019

	2007-2009		2009-2011		2011-2014		2014-2019		2007-2019	
ZE Belfort - Montbéliard	5 730	28,5%	105	0,4%	5 885	22,0%	-710	-2,2%	<b>11 850</b>	<b>58,9%</b>
Bourgogne Franche Comté	35 735	28,8%	6 505	3,9%	35 770	20,8%	1 260	0,6%	<b>84 910</b>	<b>68,4%</b>
Province	637 005	24,2%	189 095	5,5%	831 515	23,0%	205 355	4,6%	<b>2 022 170</b>	<b>76,8%</b>

Source : Dares

L'analyse des données produite par la Dares sur l'évolution de la demande d'emploi en fin de mois (DEFM de catégories ABC) entre 2007 et 2019 révèle sensiblement la même idée que celle établie à partir des données du recensement. La progression du nombre de DEFM de la ZE de Belfort entre 2007 et 2019 a été beaucoup plus modérée qu'en moyennes dans la région et surtout qu'au niveau national (+ 58,9 % contre 68,4 % en Bourgogne Franche Comté et + 76,8 % en province).

On pourra là encore objecter que ce résultat est contre intuitif au regard de la dynamique de créations d'emploi tout à fait défavorable qui a été enregistrée sur la même période à l'échelle du territoire (cf. supra). Mais les choses ne sont pas aussi simples qu'elles en ont l'air.

Au niveau territorial, et avant la crise du Covid (peut-être les choses changeront avec celle-ci), les variables qui expliquent le mieux la dynamique du chômage sont la démographie et la mobilité des actifs. Sur la démographie tout d'abord : le volume d'actifs à intégrer sur le marché du travail constitue la variable clef. Plus il est important et dynamique, plus la concurrence entre actifs pour trouver un travail devient rude. Une bonne dynamique économique peut parfois ne pas suffire à absorber à un rythme suffisant les nouvelles populations à la recherche d'un travail. C'est pour cette raison essentiellement que les plus intenses progressions du chômage s'observent ces dernières années plutôt sur les territoires attractifs, démographiquement et économiquement dynamiques que dans ceux marqués par un certain déclin économique. Sur la mobilité ensuite, on l'oublie trop souvent mais les territoires ne fonctionnent pas comme des Etats nations avec des frontières relativement étanches. C'est pour cette raison que l'emploi d'un territoire est souvent massivement occupé par des actifs qui vivent dans un autre. Tout comme inversement, une part significative des actifs d'un territoire peut aller travailler dans un autre. Ce mécanisme élémentaire explique que de nombreux territoires très performants sur le plan économique affichent un dysfonctionnement profond de leur marché du travail (taux de chômage élevé, forte croissance de la demande d'emploi...). La Plaine de France en Seine Saint Denis en est peut-être l'exemple le plus caricatural. Et inversement, qu'un certain nombre d'entre eux bénéficient d'un fonctionnement de leur marché du travail tout à fait favorable en dépit d'une dynamique de création d'emplois défavorable.

La zone d'emploi de Belfort figure ainsi parmi les territoires très impactés sur le plan économique mais qui malgré tout enregistre une progression modérée de ses demandeurs d'emploi parce ce que d'une part, sa population active a fortement diminué et que d'autre part, une part croissante de ses actifs travaillent ailleurs (cf. la dimension pendulaire de son modèle de développement).

# Mesure des premiers impacts de la crise

## Les impacts de la crise sur le marché du travail - 4<sup>ème</sup> trimestre 2019 / 4<sup>ème</sup> trimestre 2020

Evolution trimestrielle des demandeurs d'emploi (toutes catégories) depuis le démarrage de la crise du Covid 19 (4<sup>ème</sup> trimestre 2019 – 4<sup>ème</sup> trimestre 2020)

	T4 2019 - T1 2020		T1 2020 - T2 2020		T2 2020 - T3 2020		T3 2020 - T4 2020		T4 2019 - T4 2020	
ZE Belfort - Montbéliard	10	0,0%	1 760	4,9%	490	1,3%	390	1,0%	2 650	6,9%
France métropolitaine	-4 970	-0,1%	156 520	2,5%	-9 860	-0,2%	126 540	2,0%	268 230	4,2%

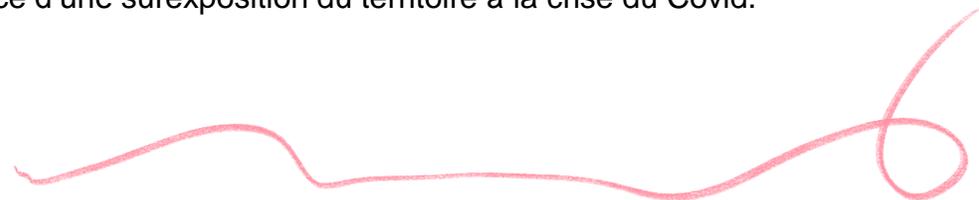
Source : Dares

Comment le marché du travail de la ZE de Belfort a réagi à la crise du Covid ? Il a été sensiblement plus impacté qu'en moyenne au niveau national avec une progression de 2 650 demandeurs d'emploi, soit une croissance de + 6,9 % contre + 4,2 % au niveau national.

Si l'on décompose cette courte période par trimestre, on observera que :

- le nombre de DEFM a stagné localement alors qu'il avait continué à diminuer légèrement au 1<sup>er</sup> trimestre au niveau national. Très impactée en termes d'emplois au 1<sup>er</sup> trimestre, la zone d'emploi ne semble pas avoir subi une trop forte déstabilisation de son marché du travail avec le 1<sup>er</sup> trimestre ;
- au 2<sup>ème</sup> trimestre la donne change. Les ravages économiques de la crise commencent à se faire sentir. Le nombre de demandeurs d'emploi explose : 4,9 % localement contre 2,5 % au niveau national ;
- Au 3<sup>ème</sup> trimestre, alors que le chômage entame une légère décrue au niveau national (- 0,2 %), le choc continue de se faire sentir localement : la hausse de la demande d'emploi perdure. La zone d'emploi enregistre une progression de ses DEFM de + 1,3 %, soit presque 500 DEFM supplémentaires tout de même ;
- enfin, au 4<sup>ème</sup> trimestre, la progression locale ralentit et demeure inférieure à la tendance nationale, à nouveau à la hausse avec le reconfinement partiel (respectivement + 1 % contre + 2 % au niveau national).

L'observation de la dynamique de la demande d'emploi toutes catégories est ainsi à nouveau révélatrice d'une surexposition du territoire à la crise du Covid.



# Mesure des premiers impacts de la crise

## Les impacts de la crise sur le marché du travail - 4<sup>ème</sup> trimestre 2019 / 4<sup>ème</sup> trimestre 2020

La crise du Covid 19 a sans doute plus encore que les crises précédentes frappé en premier lieu les populations les plus fragiles, notamment les jeunes et les travailleurs précaires. Il est pour cette raison indispensable de procéder à une analyse de la dynamique de la demande d'emploi par catégories.

Le tableau ci-dessous permet d'observer la dynamique des demandeurs d'emploi de catégorie A, c'est-à-dire les demandeurs d'emploi qui n'ont pas travaillé dans le mois et qui sont en recherche active d'emploi, durant l'année 2020. On notera que sur l'ensemble de la période observée, entre le 4<sup>ème</sup> trimestre 2019 et le 4<sup>ème</sup> trimestre 2020, leur progression a été rapide (+ 7,6 %) et légèrement supérieure à la tendance nationale (+ 7,4 %). Si le territoire a affiché une bonne capacité de résistance lors du 1<sup>er</sup> trimestre (progression contenue des DEFM A au regard de la moyenne nationale : + 1,4 % contre + 1,8 % au niveau national), le nombre de DEFM de catégorie A a littéralement « explosé » lors du 2<sup>ème</sup> trimestre : + 29,1 % de croissance contre 16,2 % au niveau national ! Il a ensuite diminué au 3<sup>ème</sup> trimestre mais à un rythme sans commune mesure avec le second (- 8,5 % de baisse contre - 7,6 % au niveau national), ne permettant pas de compenser les hausses du 1<sup>er</sup> semestre. Le 4<sup>ème</sup> trimestre a été ensuite particulièrement profitable au territoire pour ses DEFM de catégorie A : leur nombre a diminué sensiblement et à un rythme supérieur à celui observé au niveau national (- 9,6 % contre - 1,1 %).

### Evolution trimestrielle des demandeurs d'emploi de catégorie A depuis le démarrage de la crise du Covid 19 (4<sup>ème</sup> trimestre 2019 – 4<sup>ème</sup> trimestre 2020)

	T4 2019 - T1 2020		T1 2020 - T2 2020		T2 2020 - T3 2020		T3 2020 - T4 2020		T4 2019 - T4 2020	
ZE Belfort - Montbéliard	270	1,4%	5 750	29,1%	-2 180	-8,5%	-2 240	-9,6%	1 600	7,6%
France métropolitaine	59 830	1,8%	555 150	16,2%	-304 030	-7,6%	-39 930	-1,1%	271 020	7,4%

Source : Dares

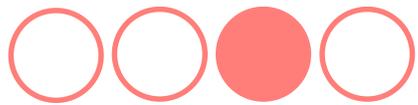
Les travaux de la Dares sur les impacts de la crise ont permis de montrer qu'une part significative de la progression de la demande d'emploi de catégorie A durant la crise a été alimentée par des demandeurs d'emploi de catégories B & C, c'est-à-dire qui travaillaient moins ou plus de 78 heures dans le mois. Confrontés à la perte de leur emploi précaire, les DEFM B&C sont venus alimenter le bataillon des DEFM de catégorie A. Cette « opération de vases communicants » semble avoir été particulièrement prégnante sur la zone d'emploi de Belfort, notamment au 2<sup>ème</sup>, 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> trimestre durant lesquels on peut observer de manière encore plus marquée qu'en moyenne en France, lorsque le nombre de DEFM B&C s'effondre, celui des DEFM A s'accroît très fortement et inversement, lorsqu'il augmente, celui des DEFM A diminue sensiblement.

### Evolution trimestrielle des demandeurs d'emploi de catégorie B&C depuis le démarrage de la crise du Covid 19 (4<sup>ème</sup> trimestre 2019 – 4<sup>ème</sup> trimestre 2020)

	T4 2019 - T1 2020		T1 2020 - T2 2020		T2 2020 - T3 2020		T3 2020 - T4 2020		T4 2019 - T4 2020	
ZE Belfort - Montbéliard	-320	-2,5%	-3 740	-30,4%	3 230	37,8%	1 660	14,1%	830	6,2%
France métropolitaine	-83 350	-3,9%	-350 290	-17,0%	392 120	22,9%	36 120	1,7%	-5 400	-0,3%

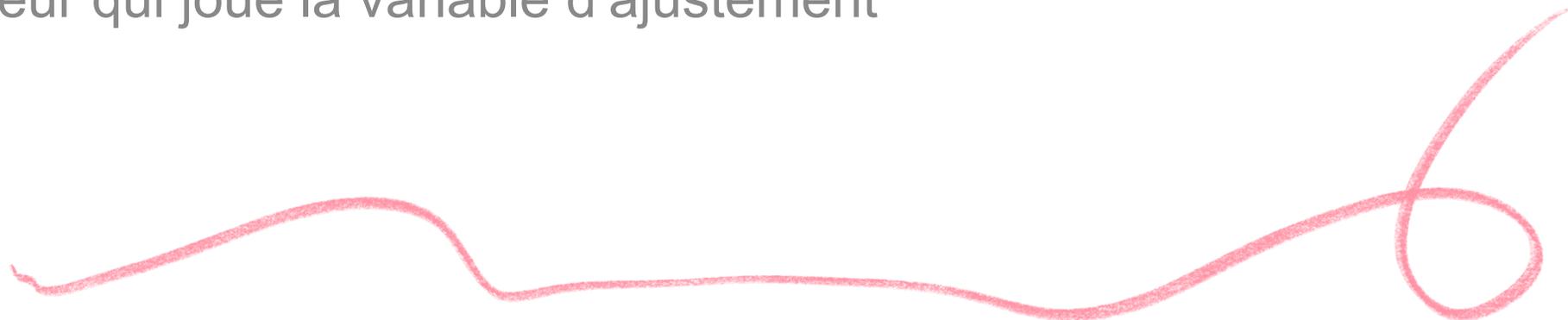
Source : Dares

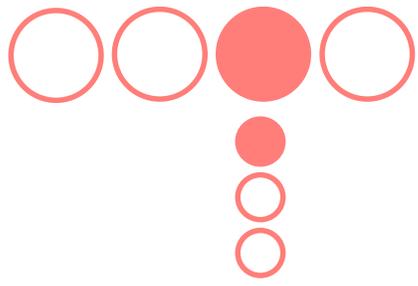
Ces éléments d'analyse tendent à corroborer l'hypothèse que nous formulons page 27. L'intensité prononcée des mouvements intercatégoriels des demandeurs d'emploi durant la crise à l'échelle du territoire semble bien être le produit d'une polarisation particulièrement aiguë des effets de la crise sur les travailleurs les plus fragiles, notamment les intérimaires qui ont fait figure de véritables variables d'ajustement au plus fort de la crise (2<sup>ème</sup> trimestre) et du rebond (3<sup>ème</sup> trimestre). A cet égard, il apparaît évident que le secteur de l'intérim jouera un rôle fondamental localement pour réinscrire le territoire dans une trajectoire de développement économique et social favorable.



# **Dynamique de l'emploi intérimaire dans la zone d'emploi**

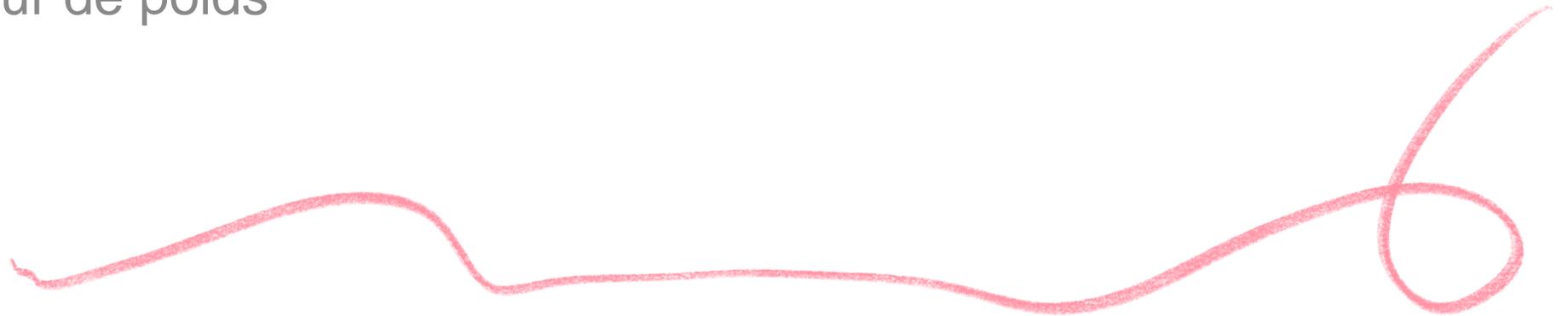
Un secteur qui joue la variable d'ajustement





# L'intérim dans l'emploi du territoire avant la crise

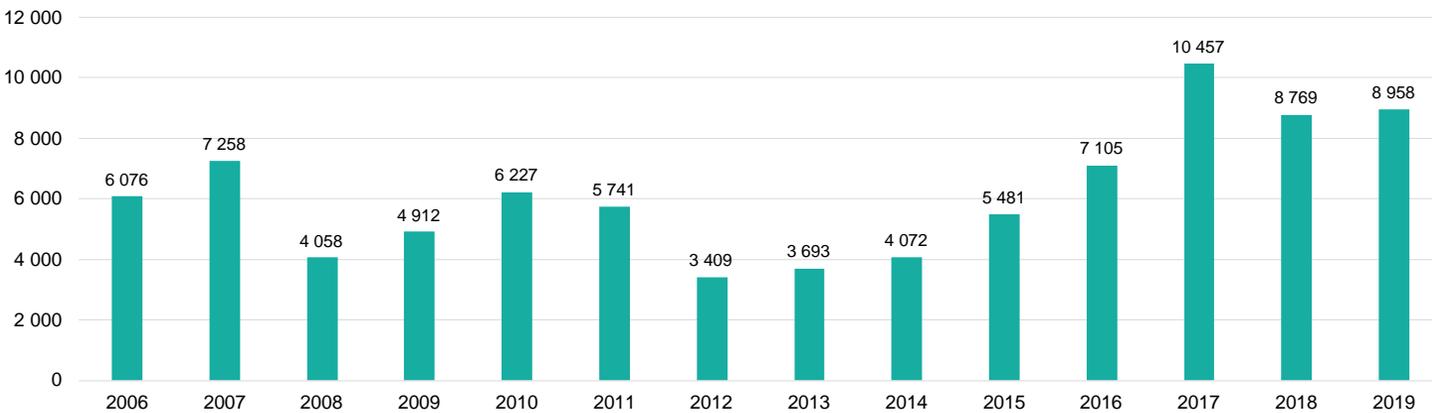
Un acteur de poids



# Dynamique de l'emploi intérimaire avant la crise

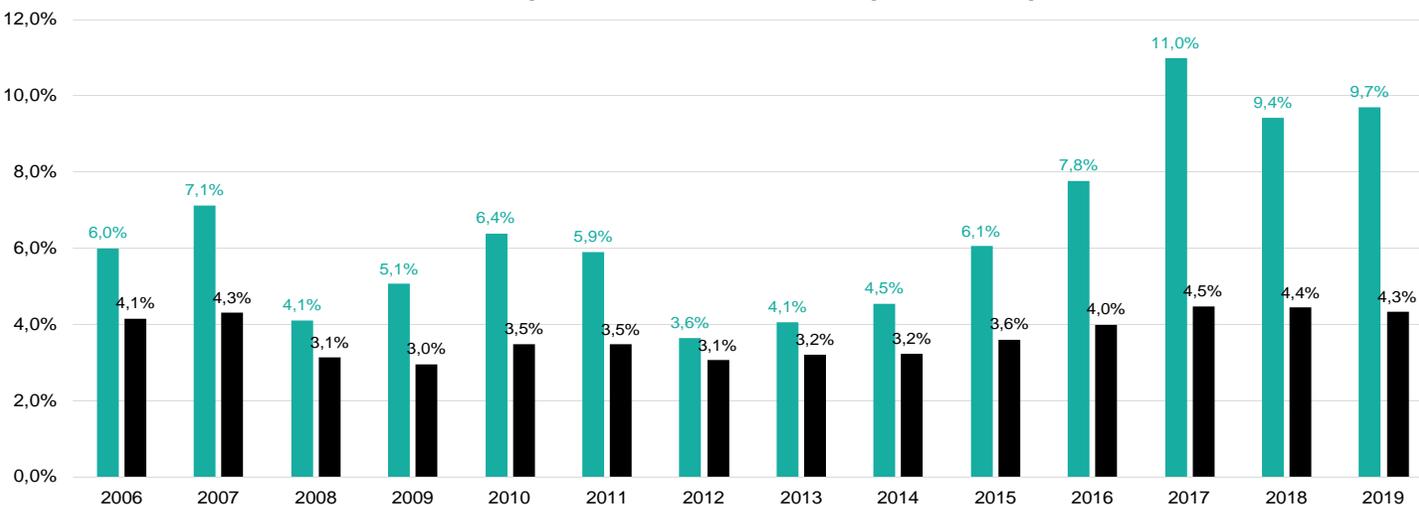
## Le poids de l'emploi intérimaire dans l'emploi salarié privé local

Evolution du nombre d'emplois intérimaires recensés par les Urssaf au 31/12 de chaque année depuis 2006 dans la zone d'emploi



Source : Urssaf (au 31/12)

Poids de l'emploi intérimaire dans l'emploi salarié privé



Source : Urssaf (au 31/12)

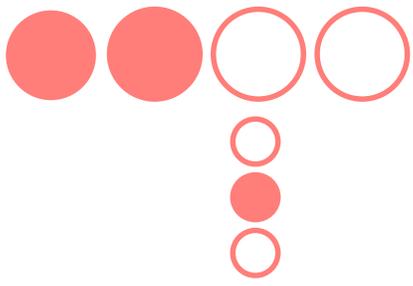
■ ZE Belfort - Montbéliard ■ France

L'Acoss permet de disposer d'informations statistiques sur le volume d'emplois salariés privés au 31 décembre de chaque année depuis 2006 au niveau de nomenclature d'activité le plus fin, la NAF732. Parmi les secteurs d'activité, figure le secteur *Activités des agences de travail temporaire* qui permet d'apprécier, en cohérence avec le volume d'emplois salariés privés, le poids des emplois intérimaires.

S'il ne s'agit pas ici de prétendre comptabiliser avec précision le poids de l'intérim dans l'emploi du territoire, il est intéressant de constater qu'à l'exception de quelques années qui correspondent aux pires moments de la « Grande récession » (2008 lors de la crise financière et 2012, 2013 et 2014 lors de la crise des dettes souveraines), celui-ci pèse d'un poids dans l'emploi salarié privé nettement supérieur à celui observé au niveau national. Sa part dans l'emploi ayant atteint son plafond en 2017 (11 % de l'emploi salarié privé contre 4,5 % au niveau national) et s'est maintenu à 9,7 % en 2019, juste avant le démarrage de la crise du Covid.

En tendance, les données nous montrent la forte volatilité de l'emploi intérimaire qui a subi lourdement les effets de la crise de 2008 (crise financière) et de 2011 (crise des dettes souveraines). Il a entamé son redressement à partir de 2012, son point bas (3 409 emplois salariés) durant la période pour dépasser son niveau maximal de 2007 à partir de 2017. Il aura fallu 10 ans pour que le stock d'emplois intérimaires d'avant la « Grande récession » se reconstitue. On relèvera une baisse significative des effectifs entre 2017 et 2018 légèrement amortie par un redémarrage à la hausse entre 2018 et 2019.

Au regard de ces chiffres, le secteur de l'intérim apparaît incontestablement comme un secteur de poids dans l'économie du territoire.



# Caractéristiques des intérimaires du territoire

Une approche à l'individu au lieu de résidence : l'approche parcours



# Caractéristiques des intérimaires en contrat de travail temporaire

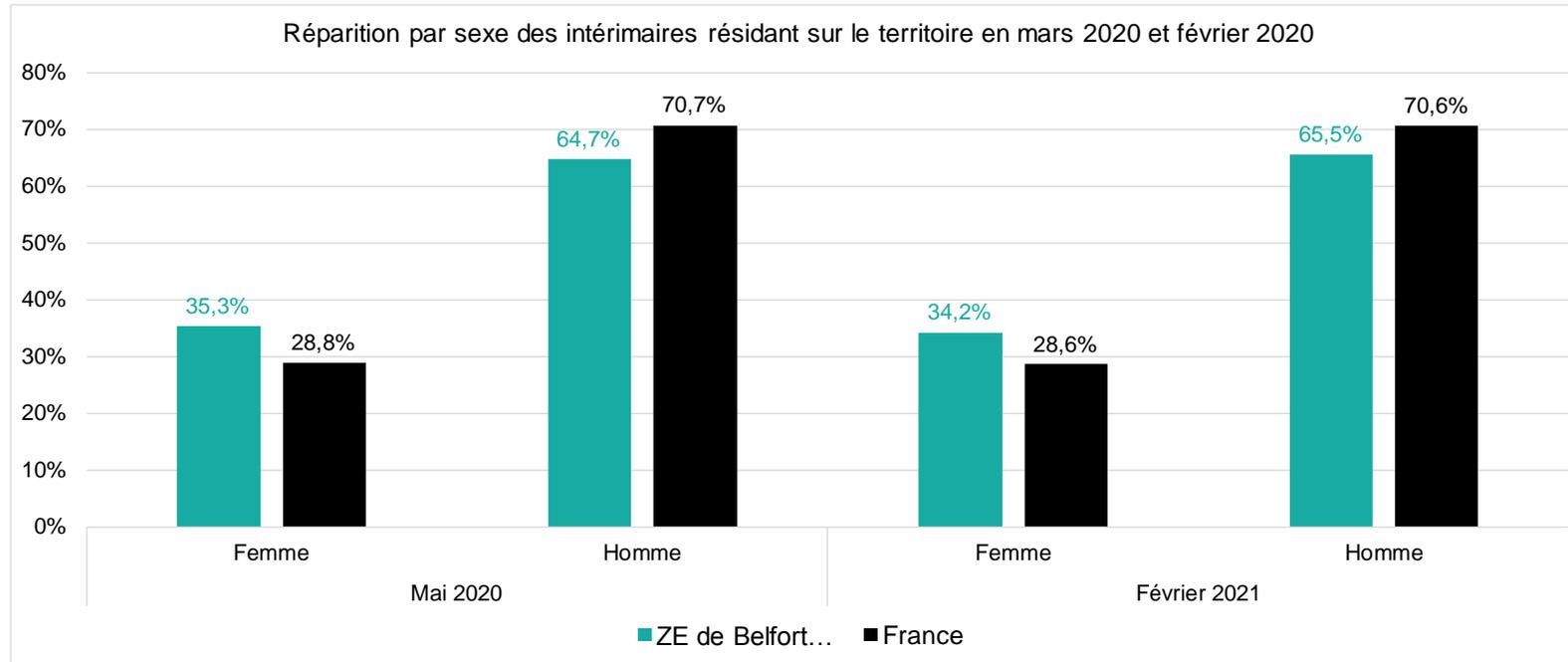
## Par sexe : un profil marqué par une surreprésentation des hommes

### Répartition des intérimaires par sexe en mai 2020 et février 2021

	Mai 2020			Février 2021		
	Femme	Homme	Inconnu	Femme	Homme	Inconnu
ZE de Belfort...	393	720		527	1 009	5
France	229 837	563 182	3 671	314 936	776 843	9 028

Source : Observatoire de l'intérim et du recrutement

*Avertissement : en raison d'une certaine instabilité des données dans le courant de l'année 2020, nous ne procéderons qu'à une mise en perspective temporelle de la structure des intérimaires entre mai 2020 et février 2021 dans ce chapitre.*



Source : Observatoire de l'intérim et du recrutement

La proportion de femmes parmi les intérimaires résidants dans la zone d'emploi apparaît beaucoup plus importante qu'en moyenne au niveau national : 34,2 % des intérimaires qui résident sur le territoire sont des femmes contre 28,6 % en moyenne à l'échelle nationale.

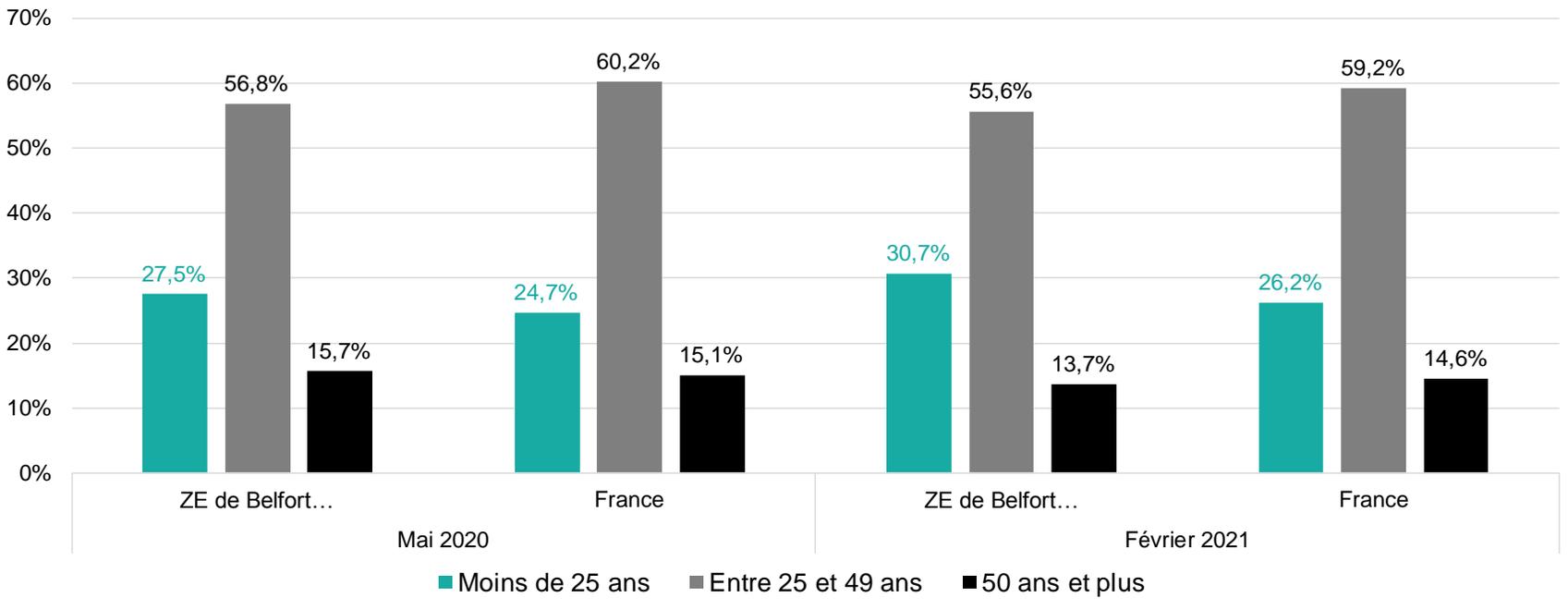
On remarquera que la part des femmes dans la population intérimaire a néanmoins plus fortement diminué sur le territoire qu'en tendance.

Le profil type de l'intérimaire local reste encore très masculin.

# Caractéristiques des intérimaires en contrat de travail temporaire

## Par âge : un profil marqué par une surreprésentation des jeunes

Répartition par tranches d'âge des intérimaires résidant sur le territoire en mars 2020 et février 2021



La structure par âge des intérimaires qui résident sur le territoire se distingue de celle observée au niveau national par la relative jeunesse de ces derniers.

Si la part des intérimaires de 25-50 ans et de plus de 50 ans apparaît localement inférieure à celle observée à l'échelle nationale, celle des jeunes s'élève localement à 30,7 % contre 26,2 % en moyenne.

En tendance, on remarquera de surcroît que la part des jeunes dans les intérimaires du territoire a progressé plus rapidement qu'en moyenne.

Source : Observatoire de l'intérim et du recrutement



# Caractéristiques des intérimaires en contrat de travail temporaire

## Répartition des intérimaires en fonction du temps de travail dans le mois

### Répartition des intérimaires en fonction du temps de travail dans le mois en mai 2020 et février 2021

	Mai 2020		Février 2021	
	ZE de Belfort...	France	ZE de Belfort...	France
Moins de 7h	14,9%	8,7%	4,9%	7,0%
entre 7h et 21h	7,0%	7,7%	5,5%	6,9%
entre 21h et 35h	4,4%	6,7%	4,4%	6,0%
entre 35h et 70h	13,5%	15,1%	12,0%	13,6%
entre 70h et 105h	11,9%	13,6%	12,0%	13,2%
Plus de 105h	48,3%	48,4%	61,2%	53,2%

Source : Observatoire de l'intérim et du recrutement

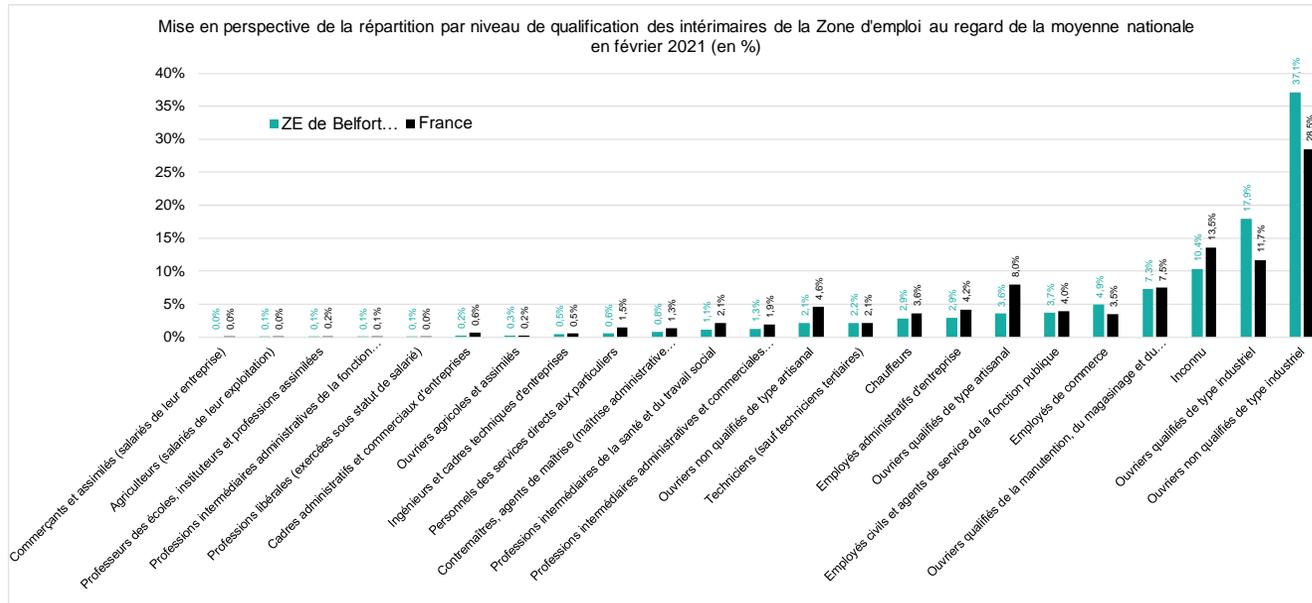
La répartition des intérimaires du territoire en fonction de leur temps de travail dans le mois apparaît très différente à ce que l'on peut observer au niveau national.

Parmi les faits les plus notables, on pourra observer que :

- la part des intérimaires ayant travaillé moins de 7 heures demeure localement bien inférieure à la moyenne en février 2021 (4,9 % contre 7 % au niveau national) alors qu'elle lui était très supérieure en mai 2020 (14,9 % contre 8,7 %) ;
- en février 2021, plus de la majorité des intérimaires du territoire travaille plus de 105 heures par mois (61,2 % contre 53,2 % en moyenne au niveau national alors leur part n'était « que » de 48,3 % en mai 2020) ;
- en tendance, on observera que la répartition des intérimaires a sensiblement évolué avec la crise dans la zone d'emploi. Si la part des intérimaires travaillant un faible nombre d'heures mensuelles a plutôt eu tendance à diminuer (particulièrement ceux travaillant moins de 7 heures), celle des intérimaires travaillant plus de 105 heures a fortement augmenté. Elle reste cependant moins élevée qu'en moyenne (52,3 % contre 53,2 %).

# Caractéristiques des intérimaires en contrat de travail temporaire

## Répartition des intérimaires en fonction de leur niveau de qualification



Il convient d'être prudent quant aux conclusions que l'on pourrait tirer de la répartition des intérimaires par niveau de qualification à l'échelle de zone d'emploi dans la mesure où la catégorie *Inconnu* pèse d'un poids encore relativement élevé. Elle regroupe à elle seule un peu moins de 11 % de la population intérimaire de la zone d'emploi en février 2021. En dépit de ce biais, il reste malgré tout possible de disposer d'ordres de grandeur robustes pour analyser le profil en qualification de la population intérimaire qui réside sur le territoire et observer son évolution depuis mai 2020.

Les deux tableaux ci-contre permettent d'observer les faits suivants :

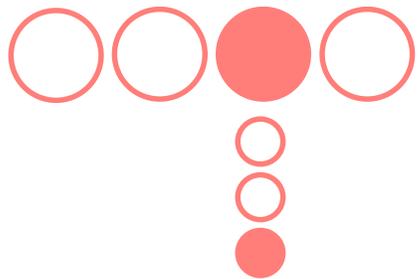
- le niveau de qualification *Ouvriers non qualifiés de type de industriel* est de très loin le plus représenté localement. Il regroupe plus de 37 % de la population intérimaire de la zone d'emploi. C'est néanmoins nettement plus que ce que l'on observe en moyenne au niveau national (28,5 %) ;
- Arrive ensuite le niveau *Ouvriers qualifiés de type industriel* qui concentre 17,9 % de la population intérimaire locale en février 2021, soit une part là aussi bien supérieure à celle observée en moyenne (11,7 %) ;
- *Ouvriers qualifiés de la manutention, du magasinage...* (7,3 % contre 7,5 %).

La structure en qualification de la population intérimaire de la zone d'emploi semble avoir assez légèrement évolué avec la crise, notamment en raison de l'augmentation significative de la part des *Ouvriers qualifiés de type industriel* et de celle des *Employés civils et agents de service de la fonction publique*.

### Part et évolution du poids de la population intérimaire par niveau de qualification entre mai 2020 et février 2021 (en %)

	Mai 2020	Février 2021	Evo. ZE de Belfort...	Evo. France
Ouvriers non qualifiés de type industriel	38,1%	37,1%	-1,0%	-0,5%
Ouvriers qualifiés de type industriel	15,7%	17,9%	2,2%	-0,4%
Inconnu	11,3%	10,4%	-0,9%	-1,8%
Ouvriers qualifiés de la manutention, du magasinage et du transport	8,2%	7,3%	-0,8%	-0,5%
Employés de commerce	5,6%	4,9%	-0,6%	0,0%
Employés civils et agents de service de la fonction publique	1,8%	3,7%	1,9%	0,8%
Ouvriers qualifiés de type artisanal	4,0%	3,6%	-0,4%	1,2%
Employés administratifs d'entreprise	2,5%	2,9%	0,4%	0,3%
Chauffeurs	2,1%	2,9%	0,8%	0,0%
Techniciens (sauf techniciens tertiaires)	2,2%	2,2%	0,0%	-0,2%
Ouvriers non qualifiés de type artisanal	3,2%	2,1%	-1,1%	0,7%
Professions intermédiaires administratives et commerciales des entreprises	0,9%	1,3%	0,4%	0,0%
Professions intermédiaires de la santé et du travail social	1,4%	1,1%	-0,3%	0,4%
Contrôleurs, agents de maîtrise (maîtrise administrative exclue)	0,8%	0,8%	0,0%	-0,1%
Personnels des services directs aux particuliers	0,6%	0,6%	0,0%	0,4%
Ingénieurs et cadres techniques d'entreprises	0,5%	0,5%	-0,1%	-0,1%
Ouvriers agricoles et assimilés	0,4%	0,3%	-0,1%	-0,2%
Cadres administratifs et commerciaux d'entreprises	0,3%	0,2%	-0,1%	-0,1%
Agriculteurs (salariés de leur exploitation)	0,1%	0,1%	0,0%	0,0%
Professeurs des écoles, instituteurs et professions assimilées	0,1%	0,1%	0,0%	0,0%
Professions intermédiaires administratives de la fonction publique	0,1%	0,1%	0,0%	0,1%
Professions libérales (exercées sous statut de salarié)	0,0%	0,1%	0,1%	0,0%
Commerçants et assimilés (salariés de leur entreprise)	0,1%	0,0%	-0,1%	0,0%

Source : Observatoire de l'intérim et du recrutement



# Les impacts de la crise sur l'activité intérimaire

Une approche par mission au lieu de l'agence



# Les impacts de la crise sur l'activité intérimaire

## Evolution de l'activité intérimaire durant la crise (en volume d'heures)

### Répartition du volume d'heures travaillées suivant la durée des missions en mai 2020 et février 2021

	Mai 2020		Février 2020	
	ZE de Belfort...	France	ZE de Belfort...	France
Moins de 1j	4,0%	5,1%	0,6%	2,5%
1j à 1 semaine	4,8%	14,9%	13,2%	16,9%
1 semaine à 2 semaines	3,8%	7,8%	16,2%	13,0%
2 semaines à 1 mois	13,9%	22,6%	27,8%	28,6%
1 à 3 mois	9,0%	17,0%	22,3%	24,8%
3 à 6 mois	7,5%	7,7%	3,5%	5,9%
6 à 12 mois	18,9%	11,5%	3,2%	2,9%
+ de 12 mois	38,2%	13,4%	13,2%	5,5%

Source : Observatoire de l'intérim et du recrutement

En février 2021, plus de la moitié du volume d'heures intérimaires de la zone d'emploi est réalisée dans le cadre de missions d'une durée comprise entre 2 semaines et 1 mois (27,8 %) et de 1 à 3 mois (22,3 %). Soit des proportions au global plutôt supérieures à celles observées au niveau national (50,1 % contre 53,4 %).

Le poids de l'activité réalisée en missions « longues » (plus de 3 mois) apparaît localement nettement supérieur à celui observé au niveau national (elle représentent 19,9 % du volume d'heures travaillées dans la zone d'emploi contre 14,3 % au niveau national). Mais surtout ce qui est frappant, c'est le rythme auquel leur poids dans l'activité s'est effondré, passant de 64,6 % à 19,9 %.

A contrario, les missions « courtes » (moins de 2 semaines), pèsent d'un poids croissant dans la zone d'emploi, atteignant 30 % de l'activité.



# Les impacts de la crise sur l'activité intérimaire

## Evolution de la part des intérimaires en CDI Intérimaires entre mai 2020 et février 2021

### Poids et évolution des intérimaires en CDI Intérimaires en mai 2020 et février 2021 (en % du volume d'heures travaillées)

	Mai 2020	Février 2021	Evo. Mai 2020 - Février 2021
ZE de Belfort - Montbéliard - Héricourt	15,6%	12,2%	-3,4%
Bourgogne-Franche-Comté	10,1%	7,7%	-2,4%
France	6,4%	5,2%	-1,2%

Source : Observatoire de l'intérim et du recrutement

Lecture : En février 2021, la part des intérimaires de la ZE en CDII dans la population intérimaire s'élevait à 12,2 % contre 5,2 % en France. Elle a diminué de - 3,4 points de % sur la période...

Nettement supérieure à la moyenne nationale, la part des intérimaires en CDII de la zone d'emploi a sensiblement diminué entre mai 2020 et février 2021 (- 3,4 points contre - 1,2 point au niveau national).

Leur part est ainsi passée de 15,6 % à 12,2 %, soit un niveau qui reste encore très au dessus de la moyenne.



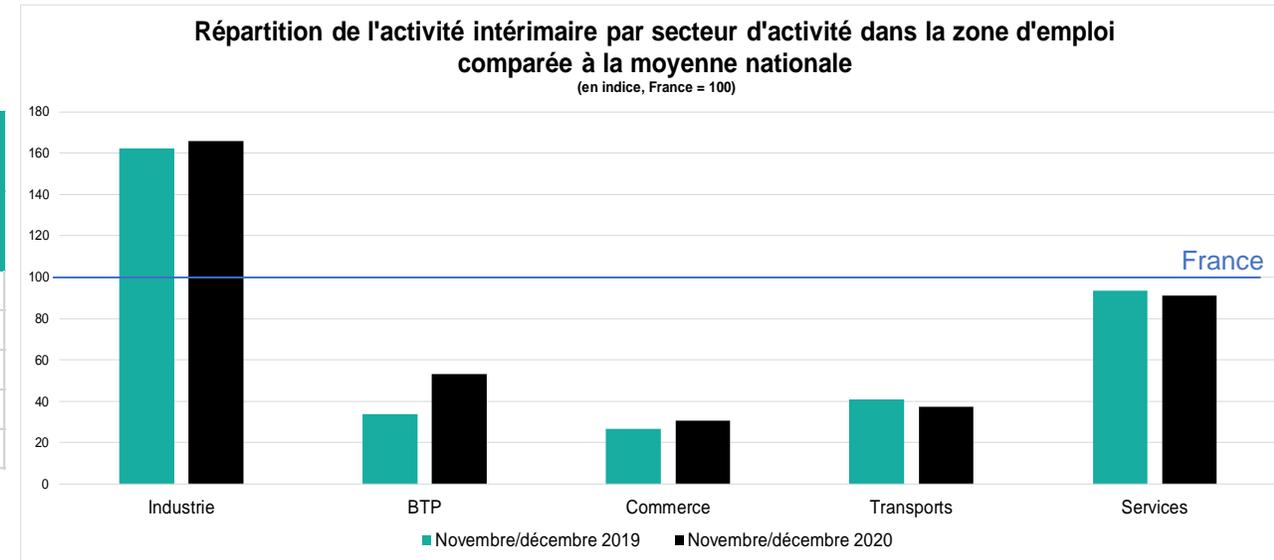
# Les impacts de la crise sur l'activité intérimaire

## Evolution du poids de l'activité intérimaire par secteur d'activité durant la crise (en équivalent temps plein)

Répartition de l'activité intérimaire par secteurs d'activité en novembre/décembre 2019 et Novembre/Décembre 2020 (en volume d'heures rapportées en équivalent temps plein)

	Structure Novembre/ Décembre 2019		Structure Novembre/ Décembre 2020	
	ZE Belfort - Montbéliard	France	ZE Belfort - Montbéliard	France
Industrie	70,3%	43,4%	69,0%	41,6%
BTP	4,3%	12,7%	6,3%	11,8%
Commerce	2,7%	10,1%	2,9%	9,4%
Transports	6,8%	16,6%	8,2%	22,0%
Services	15,9%	17,0%	13,6%	15,0%

Source : Baromètre Prism'emploi



La structure sectorielle de l'activité intérimaire à l'échelle de la zone d'emploi de Belfort se distingue sensiblement de celle observée en moyenne à l'échelle nationale que ce soit avant ou depuis le démarrage de la crise :

- que ce soit avant ou depuis le démarrage de la crise, l'activité intérimaire dans l'industrie apparaît très fortement sur-représentée localement au regard de la moyenne nationale. Elle représente approximativement 70 % de l'activité intérimaire dans la zone d'emploi contre un peu plus de 40 % au niveau national. On mesure parfaitement ici à quel point l'industrie et l'intérim ont parties liées sur le territoire ;
- a contrario, le poids des secteurs du BTP, du Commerce et des Transports dans le recours à l'intérim à l'échelle du territoire apparaît modeste et très en deçà de ce que l'on peut observer en moyenne au niveau national ;
- en dehors de l'industrie, seul le secteur des Services semble fortement recourir à l'intérim ; ce dans des proportions assez conformes à ce qui est observé en moyenne au niveau national.

Plus globalement, on relèvera que la structure sectorielle de l'activité intérimaire a très peu bougé avec la crise localement.

# Les impacts de la crise sur l'activité intérimaire

## Evolution de l'activité intérimaire durant la crise (en équivalent temps plein)

Les données fournies par Prism'emploi permettent de réaliser une première analyse des impacts de la crise sur l'activité intérimaire à l'échelle de la zone d'emploi Belfort – Montbéliard.

### Evolution de l'activité intérimaire par rapport au même mois de l'année précédente entre 2019 et 2020 (en volume d'heures rapportées en équivalent temps plein)

	janv-20	févr-20	mai-20	juin-20	juil-20	août-20	sept-20	oct-20	nov-20	déc-20
<b>Total BM</b>	<b>-14,4%</b>	<b>-5,1%</b>	<b>-78,3%</b>	<b>-74,3%</b>	<b>-66,3%</b>	<b>-61,1%</b>	<b>-40,6%</b>	<b>-27,0%</b>	<b>-35%</b>	<b>-39,2%</b>
<b>Total France</b>	<b>-7,0%</b>	<b>-4,7%</b>	<b>-47,2%</b>	<b>-38,8%</b>	<b>-25,9%</b>	<b>-19,4%</b>	<b>-16,0%</b>	<b>-10,2%</b>	<b>-14,4%</b>	<b>-11,5%</b>
Industrie BM	-12,5%	-7,6%	-77,1%	-76,8%	-68,5%	-66,2%	-42,5%	-27,7%	-34%	-42,9%
Industrie France	-14,2%	-9,0%	-47,8%	-43,1%	-31,1%	-24,2%	-20,7%	-14,9%	-16,0%	-17,1%
BTP BM	-0,7%	7,6%	-57,3%	-31,8%	-28,3%	3,0%	-16,9%	6,2%	-10%	-6,3%
BTP France	0,5%	-1,1%	-61,0%	-37,6%	-25,0%	-13,3%	-17,9%	-15,6%	-19,7%	-18,7%
Commerce BM	-17,6%	-13,2%	-55,2%	-42,6%	-19,9%	-27,7%	-10,8%	-22,5%	-38%	-28,1%
Commerce France	-2,9%	-3,8%	-43,6%	-29,4%	-15,8%	-8,6%	-8,8%	-6,8%	-26,3%	-11,0%
Transports BM	-11,0%	-8,6%	-95,0%	-88,1%	-71,1%	-63,4%	-26,2%	-18,5%	-25%	-21,7%
Transports France	3,0%	4,2%	-25,4%	-18,8%	-11,1%	-11,7%	7,6%	15,0%	13,8%	17,0%
Services BM	-27,8%	10,1%	-85,3%	-72,7%	-74,8%	-60,6%	-49,2%	-39,7%	-52%	-40,0%
Services France	-1,0%	-2,2%	-53,3%	-48,3%	-30,5%	-24,8%	-24,4%	-15,5%	-24,7%	-22,3%

Source : Baromètre Prism'emploi

Note : BM = zone d'emploi de Belfort – Montbéliard

Note : Les données de mars et avril ne pas présentées pour des raisons méthodologiques

Si la baisse de l'activité est constante entre les mois de l'année 2020 et ceux de 2019, on notera qu'elle apparaît particulièrement plus intense localement qu'en moyenne au niveau national dès le mois de mai. Comme au niveau national, le ralentissement de l'activité a atteint son paroxysme durant les mois de mai et juin, conséquence évidente du premier confinement. Mais le contexte local se distingue du contexte national avec un maintien des baisses d'activité à un niveau extrêmement élevé jusqu'à la fin de l'année (a minima, la baisse d'activité sera de - 27 % au mois d'octobre contre - 10 % au niveau national. On mesure une fois encore la sensibilité particulière de l'activité intérimaire locale à la conjoncture.

Sur le plan sectoriel, on relèvera les faits suivants :

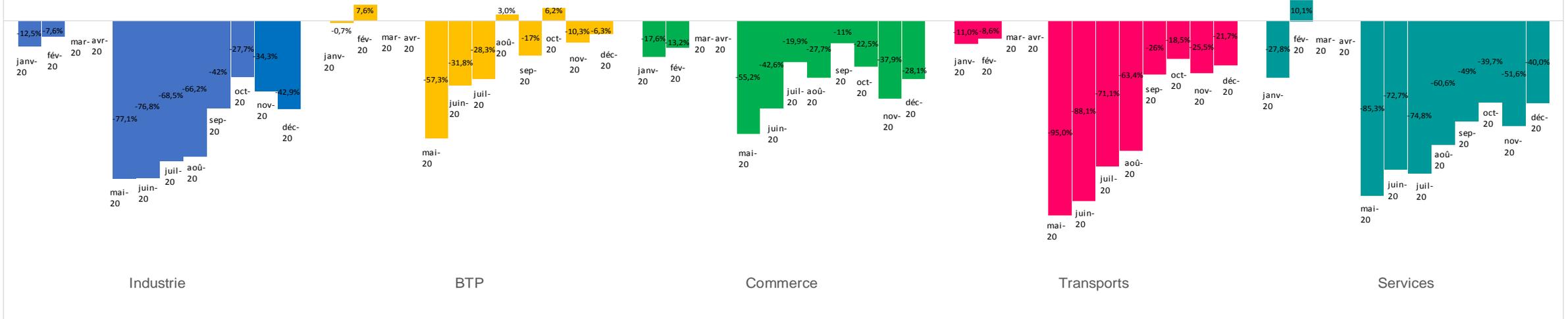
- tous les secteurs d'activité ont considérablement réduit leur recours à l'intérim depuis la crise, ce dans des proportions systématiquement supérieures à la tendance nationale (à l'exception du BTP local qui par moments a même relevé la tête) ;
- le volume d'activité dans l'industrie s'est sans surprise littéralement effondré et ne montre aucun signe de redémarrage en décembre (baisse de - 42,9 % contre - 17,1 % au niveau national) ;
- l'activité dans le commerce et les services a également été très lourdement impactée au niveau local, ce encore plus fortement en fin d'année au regard de la tendance nationale (d'octobre à décembre) qu'en début de crise ;
- L'activité dans les transports a presque été à l'arrêt en mai et juin, atteignant des baisses records localement de - 95 % et - 88,1 % contre respectivement - 25,4 % et - 18,8 % au niveau national. ON relèvera de surcroît que l'activité n'a pas du tout rebondi localement dans ce secteur contrairement au niveau national à partir de septembre.

# Les impacts de la crise sur l'activité intérimaire

## Evolution de l'activité intérimaire durant la crise (en équivalent temps plein)

### Evolution sectorielle mensuelle de l'activité intérimaire de la zone d'emploi

(chaque mois est comparé au même mois de l'année précédente)



Source : Baromètre Prism'emploi

Note : Les données de mars et avril ne pas présentées pour des raisons méthodologiques

La vue d'ensemble de la dynamique sectorielle de l'activité intérimaire dans le courant de l'année 2020 nous permet de percevoir plus aisément les impacts de la crise à l'échelle de la zone d'emploi et de distinguer des trajectoires sectorielles spécifiques.

- l'activité intérimaire dans l'**industrie**, bien que continuent en baisse entre décembre 2019 et décembre 2020, a enregistré un léger redressement en dépit d'une réaccélération à la baisse de l'activité à partir de novembre ;
- l'activité intérimaire dans le **BTP**, très impactée en début de crise, semble enregistrer un léger redressement tout au long de la période de crise avec même deux épisodes de redémarrage à la hausse de l'activité en août et en octobre. En décembre 2020, la baisse annuelle d'activité n'était plus « que » de - 6,3 % contre - 57,3 en mai ;
- l'activité intérimaire dans le **commerce** a suivi une trajectoire en U légèrement asymétrique attestant d'un très fort ralentissement de l'activité en début de période, d'une légère amélioration en milieu de période (de juillet à septembre) et d'une nouvelle dégradation en novembre et décembre (néanmoins moins marquée que lors du 1<sup>er</sup> confinement) ;
- l'activité intérimaire dans le secteur des **transports** est celle qui apparaît la plus impactée. Les premiers mois de la crise ont été d'une violence inouïe : presque à l'arrêt en mai et juin, l'activité diminua de 71,1 % et 63,4 en juillet et août. Les pertes d'activité se stabilisent ensuite de septembre à décembre autour de - 25 % ;
- l'activité intérimaire dans le secteur des **services** a suivi une trajectoire assez nette et particulièrement constante. Extrêmes en début de période (de mai à août), les baisses se stabilisent à un niveau très élevé entre 40 et 50 % de septembre à décembre.

# Les impacts de la crise sur l'activité intérimaire

## Les principaux secteurs d'activité (à la nomenclature d'activité la plus fine – NAF700) dans lesquels travaillent les intérimaires de la zone de l'emploi

Les secteurs d'activité qui généraient le plus d'activité intérimaire dans la zone d'emploi en février 2021 (en % du volume d'heures)

	Mai 2020	Février 2021	Evo. ZE de Belfort..	Evo. France
Activités des agences de travail temporaire	26,6%	14,1%	-12,6%	-2,8%
Fabrication d'autres équipements automobiles	1,0%	12,3%	11,2%	0,9%
Inconnu	18,0%	10,1%	-7,8%	-2,3%
Construction de véhicules automobiles	17,4%	7,8%	-9,7%	-0,1%
Fabrication de pièces techniques à base de matières plastiques	0,3%	5,5%	5,3%	0,3%
Entreposage et stockage non frigorifique	0,2%	3,6%	3,5%	-0,1%
Découpage, emboutissage	0,3%	3,6%	3,3%	0,3%
Mécanique industrielle	1,1%	2,1%	1,0%	0,1%
Fabrication de portes et fenêtres en métal	2,9%	2,1%	-0,8%	0,1%
Construction de locomotives et d'autre matériel ferroviaire roulant	3,6%	1,9%	-1,7%	0,0%
Transports routiers de fret interurbains	0,5%	1,9%	1,4%	0,1%
Autres activités de nettoyage des bâtiments et nettoyage industriel	0,7%	1,9%	1,1%	0,0%
Ingénierie, études techniques	0,7%	1,7%	1,1%	0,2%
Traitement et revêtement des métaux	0,0%	1,5%	1,5%	0,2%
Fabrication d'appareils électroménagers	1,4%	1,4%	0,0%	0,1%
Travaux d'installation électrique dans tous locaux	0,3%	1,2%	0,8%	1,0%
Activités de poste dans le cadre d'une obligation de service universel	0,3%	1,1%	0,9%	0,6%
Activités de centres d'appels	0,1%	0,9%	0,8%	0,1%
Fabrication de vis et de boulons	0,2%	0,9%	0,7%	0,0%
Fabrication de moteurs et turbines, à l'exception des moteurs d'avions et de véhicules	1,0%	0,9%	-0,1%	0,0%
Transports routiers de fret de proximité	0,2%	0,9%	0,7%	0,0%
Fabrication de serrures et de ferrures	1,0%	0,8%	-0,1%	0,1%
Fonderie d'acier	0,2%	0,8%	0,6%	0,0%
Aide par le travail	0,1%	0,7%	0,6%	0,0%
Fabrication de fromage	1,4%	0,7%	-0,7%	-0,3%
Fabrication de préparations pharmaceutiques	1,3%	0,7%	-0,6%	-0,5%
Fabrication d'articles en fils métalliques, de chaînes et de ressorts	0,5%	0,6%	0,2%	0,1%
Affrètement et organisation des transports	0,1%	0,6%	0,5%	-0,2%
Supermarchés	1,2%	0,6%	-0,6%	-0,4%
Formation continue d'adultes	0,4%	0,5%	0,1%	0,1%

Source : Observatoire de l'intérim et du recrutement

Note : Les secteurs d'activité sont classés par ordre décroissant du volume d'heures travaillées en février 2021. Ne sont retenus ici que les principaux secteurs observés à l'échelle de la ZE

Lecture : 12,3 % du volume d'activité intérimaire comptabilisée dans la ZE en février 2021 était concentrée dans le secteur Fabrication d'autres équipements automobiles

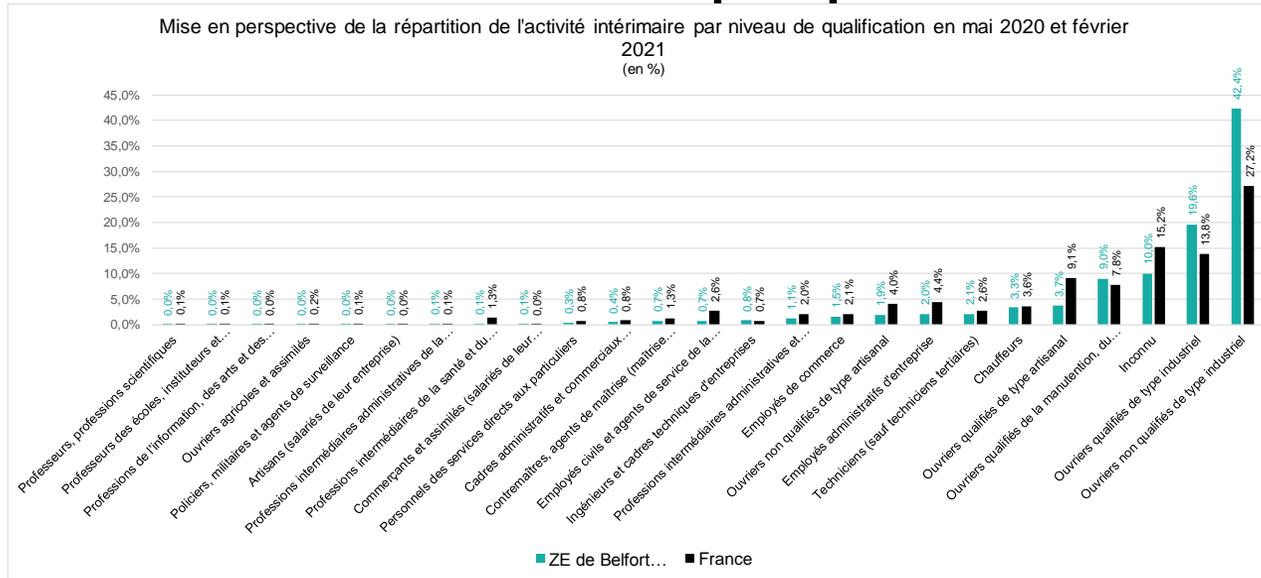
Il est possible grâce aux données de l'OIR et de la base de données S2H, de disposer d'une analyse sectorielle plus fine de l'activité intérimaire durant la crise. S'il convient là encore d'être prudent quant aux conclusions que l'on pourrait tirer de la répartition de l'activité intérimaire par secteurs d'activité à l'échelle de la zone d'emploi dans la mesure où la catégorie *Inconnu* pèse d'un poids élevé, elles nous permettent de disposer d'ordres de grandeur robustes.

Le tableau ci-contre nous permet d'observer que :

- derrière le secteur *Activités des agences de travail temporaire*, c'est le secteur d'activité *Fabrication d'autres équipements automobiles* qui concentre le plus important volume d'heures travaillées en février 2021 à l'échelle de la zone d'emploi. On notera que sa part dans le volume d'heures travaillées a fortement progressé localement, traduisant un certain redémarrage de l'activité dans ce secteur ;
- Arrive ensuite le secteur *Construction de véhicules automobiles*, dont la part s'est en revanche véritablement effondrée durant la crise, passant de 17,4 % de l'activité à 7,8 % entre mai 2020 et février 2021 ;
- Le secteur *Fabrication de pièces techniques à base de matières plastiques* dont la part a très fortement augmenté durant la crise, passant de 0,3 % de l'activité intérimaire locale à 5,5 %.

# Les impacts de la crise sur l'activité intérimaire

## Volume d'activité intérimaire par qualification



Toujours grâce aux données de l'OIR et de la base de données S2H, il est également possible de disposer d'une analyse de la répartition de l'activité intérimaire par niveau de qualification (avec les mêmes réserves méthodologiques que précédemment).

Les deux tableaux ci-contre nous permettent d'observer les faits suivants :

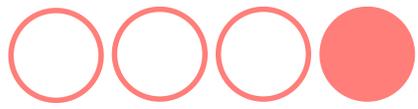
- le niveau de qualification le plus recherché en intérim sur la zone d'emploi demeure de très loin le niveau *Ouvriers non qualifiés de type industriel* qui concentre 42,4 % des heures travaillées en intérim en février 2021, soit une part très sensiblement supérieure à celle observée au niveau national (27,2 %) ;
- arrive en seconde position le niveau *Ouvriers qualifiés de type industriel* qui concentre 19,6 % de l'activité intérimaire locale contre 13,8 % au niveau national ;
- puis les niveaux de qualification *Ouvriers qualifiés de la manutention...* (9 % contre 7,8 %) et *Ouvriers qualifiés de type artisanal*, nettement sous-représenté localement en revanche avec 3,7 % de la population intérimaire contre 9,1 % au niveau national ;
- la structure en qualification de l'activité intérimaire locale a évolué avec la crise. Cette évolution a principalement été portée par la progression significative de la part des *Ouvriers non qualifiés de type industriel* (+ 3 points de % contre - 0,8 point au niveau national) et des *Ouvriers qualifiés de type industriel* (+ 2,2 points contre + 0,3 %).

### Evolution de la part de l'activité intérimaire par niveau de qualification dans le territoire entre mai 2020 et février 2021 (volume d'heures en %)

	Mai 2020	Février 2021	Evo. ZE de Belfort..	Evo. France
Ouvriers non qualifiés de type industriel	39,4%	42,4%	3,0%	-0,8%
Ouvriers qualifiés de type industriel	17,4%	19,6%	2,2%	0,3%
Inconnu	15,8%	10,0%	-5,7%	-0,9%
Ouvriers qualifiés de la manutention, du magasinage et du transport	8,0%	9,0%	1,1%	-0,7%
Ouvriers qualifiés de type artisanal	5,0%	3,7%	-1,3%	2,2%
Chauffeurs	2,6%	3,3%	0,7%	0,0%
Techniciens (sauf techniciens tertiaires)	2,4%	2,1%	-0,4%	-0,3%
Employés administratifs d'entreprise	1,6%	2,0%	0,4%	-0,1%
Ouvriers non qualifiés de type artisanal	2,8%	1,9%	-0,9%	0,7%
Employés de commerce	1,7%	1,5%	-0,2%	-0,1%
Professions intermédiaires administratives et commerciales des entreprises	0,7%	1,1%	0,4%	-0,2%
Ingénieurs et cadres techniques d'entreprises	0,7%	0,8%	0,1%	-0,1%
Employés civils et agents de service de la fonction publique	0,5%	0,7%	0,3%	0,3%
Contremaîtres, agents de maîtrise (maîtrise administrative exclue)	0,3%	0,7%	0,4%	-0,1%
Cadres administratifs et commerciaux d'entreprises	0,3%	0,4%	0,1%	-0,1%
Personnels des services directs aux particuliers	0,3%	0,3%	0,0%	0,1%
Commerçants et assimilés (salariés de leur entreprise)	0,1%	0,1%	0,0%	0,0%
Professions intermédiaires de la santé et du travail social	0,2%	0,1%	-0,1%	0,1%
Professions intermédiaires administratives de la fonction publique	0,1%	0,1%	0,0%	0,1%
Artisans (salariés de leur entreprise)	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Policiers, militaires et agents de surveillance	0,0%	0,0%	0,0%	-0,1%
Ouvriers agricoles et assimilés	0,0%	0,0%	0,0%	-0,2%
Professions de l'information, des arts et des spectacles	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Professeurs des écoles, instituteurs et professions assimilées	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Professeurs, professions scientifiques	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%

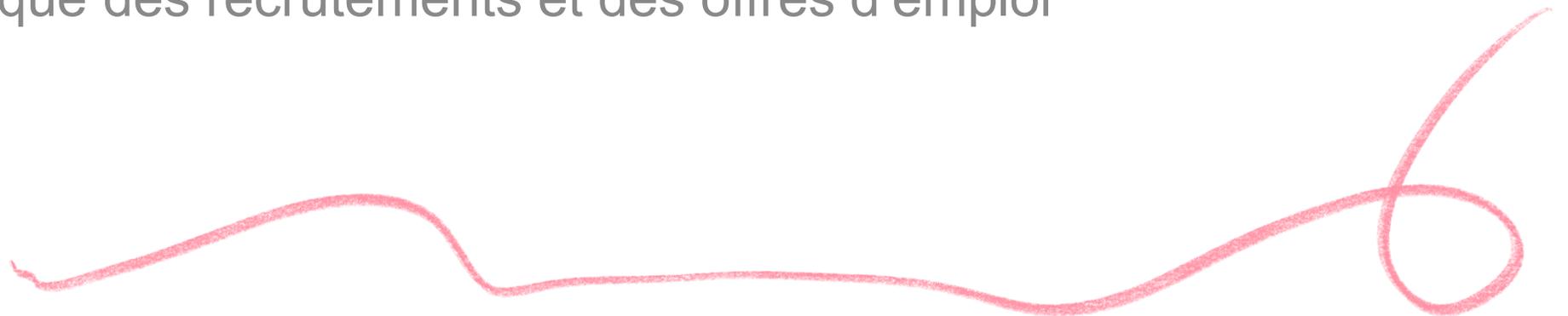
Source : Observatoire de l'intérim et du recrutement

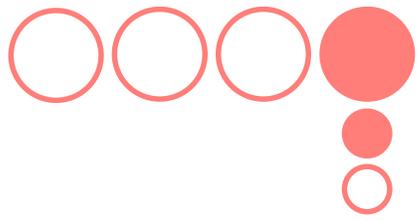
Note : Les qualifications sont classées par ordre décroissant du volume d'heures travaillées en février 2021 à l'échelle de la ZE



# Quelles perspectives pour une éventuelle relance du marché du travail

Dynamique des recrutements et des offres d'emploi





# Les métiers les plus recherchés par les entreprises du territoire depuis le début de la crise

Une approche par les offres d'emploi recensées par Adecco



# Dynamique des offres d'emploi depuis le démarrage de la crise

## Evolution des offres d'emploi par métier entre le 4<sup>ème</sup> trimestre 2019 et le 3<sup>ème</sup> trimestre 2020

Métiers les plus recherchés dans la zone d'emploi au regard des offres d'emploi recensées au 3<sup>ème</sup> trimestre 2020 (tous types de contrat confondus)

	T4 2019	T1 2020	T2 2020	T3 2020
TRANSPORT ET LOGISTIQUE	877	938	601	1 033
SUPPORT A L'ENTREPRISE	1 046	1 063	756	1 025
INDUSTRIE	1 019	1 135	709	968
COMMERCE- VENTE ET GRANDE DISTRIBUTION	766	861	587	820
SERVICES A LA PERSONNE ET A LA COLLECTIVITE	694	649	546	790
CONSTRUCTION- BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS	549	582	565	704
INSTALLATION ET MAINTENANCE	738	686	544	661
SANTE	283	277	252	320
HOTELLERIE- RESTAURATION TOURISME LOISIRS ET ANIMATION	224	244	129	314
BANQUE- ASSURANCE- IMMOBILIER	266	308	222	221
SPECTACLE	212	236	164	201
AGRICULTURE ET PECHE- ESPACES NATURELS ET ESPACES VERTS- SOINS AUX ANIMAUX	141	186	83	156
COMMUNICATION- MEDIA ET MULTIMEDIA	30	37	41	50
ARTS ET FACONNAGE D'OUVRAGES D'ART	2	2	4	5
<b>Total</b>	<b>6 847</b>	<b>7 204</b>	<b>5 203</b>	<b>7 268</b>

Source : Adecco Analytics

Evolution du nombre d'offres d'emploi par métier entre le 4<sup>ème</sup> trimestre 2019 et le 3<sup>ème</sup> trimestre 2020 (tous types de contrat confondus)

	ZE Belfort - Montbéliard		France	
TRANSPORT ET LOGISTIQUE	156	17,8%	30 104	18,1%
CONSTRUCTION- BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS	155	28,2%	19 853	16,3%
SERVICES A LA PERSONNE ET A LA COLLECTIVITE	96	13,8%	46 074	27,9%
HOTELLERIE- RESTAURATION TOURISME LOISIRS ET ANIMATION	90	40,2%	10 941	16,5%
COMMERCE- VENTE ET GRANDE DISTRIBUTION	54	7,0%	8 324	5,3%
SANTE	37	13,1%	36 809	57,7%
COMMUNICATION- MEDIA ET MULTIMEDIA	20	66,7%	1 170	7,8%
AGRICULTURE ET PECHE- ESPACES NATURELS ET ESPACES VERTS- SOINS AUX ANIMAUX	15	10,6%	6 918	25,4%
ARTS ET FACONNAGE D'OUVRAGES D'ART	3	150,0%	37	4,2%
SPECTACLE	-11	-5,2%	-4 051	-10,1%
SUPPORT A L'ENTREPRISE	-21	-2,0%	-8 293	-2,5%
BANQUE- ASSURANCE- IMMOBILIER	-45	-16,9%	7 807	14,1%
INDUSTRIE	-51	-5,0%	9 382	5,4%
INSTALLATION ET MAINTENANCE	-77	-10,4%	31 547	26,2%
<b>Total</b>	<b>421</b>	<b>6,1%</b>	<b>196 622</b>	<b>13,1%</b>

Source : Adecco Analytics

Le nombre d'offres d'emploi recensé par Adecco Analytics à l'échelle de la zone d'emploi de Belfort a augmenté entre le 4<sup>ème</sup> trimestre 2019 et le 3<sup>ème</sup> trimestre 2020. Il est passé de 6 847 au 4<sup>ème</sup> trimestre 2019 à 7 268 au 3<sup>ème</sup> trimestre 2020 après avoir subi une forte baisse au 2<sup>ème</sup> trimestre (5 203 offres recensées), soit une baisse de + 6,1 % dans un contexte national pourtant à la hausse (+ 13,1 %).

Au 3<sup>ème</sup> trimestre, les métiers qui semblent les plus recherchés dans la zone d'emploi sont de très loin les métiers de *Transport et de la logistique* (1 033 offres), de *Support à l'entreprise* (1 025 offres) et de l'*Industrie* (968 offres). Les secteurs *Commerce – vente et grande distribution* (2 651) et *Services à la personne et à la collectivité* arrivent derrière avec respectivement 820 offres et 790 offres.

L'évolution des offres par métier entre le 4<sup>ème</sup> trimestre 2019 et le 3<sup>ème</sup> trimestre 2020 a été très hétérogène. Si le nombre d'offres d'emploi pour les métiers de *Transport et logistique* (+ 156 offres), *Construction* (+ 155 offres), *Services à la personne et à la collectivité* (+ 96 offres) et de l'*Hôtellerie* (+ 90 offres) a fortement augmenté, ce à des rythmes parfois supérieurs à la tendance nationale, d'autres sont plutôt en berne. Notamment les métiers de *Installation et maintenance* (- 77 offres), de l'*Industrie* (- 51 offres) et de *Banque – Assurance – Immobilier* (- 45 offres).

# Dynamique des offres d'emploi intérimaires depuis le démarrage de la crise

## Evolution des offres d'emploi intérimaires par métier entre le 4<sup>ème</sup> trimestre 2019 et le 3<sup>ème</sup> trimestre 2020

Métiers les plus recherchés dans la zone d'emploi au regard des offres d'emploi en travail temporaire recensées au 3<sup>ème</sup> trimestre 2020

	T4 2019	T1 2020	T2 2020	T3 2020
TRANSPORT ET LOGISTIQUE	324	338	210	480
INDUSTRIE	325	362	271	395
CONSTRUCTION- BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS	231	251	277	337
INSTALLATION ET MAINTENANCE	205	197	137	227
SUPPORT A L'ENTREPRISE	161	181	98	158
COMMERCE- VENTE ET GRANDE DISTRIBUTION	105	156	96	148
AGRICULTURE ET PECHE- ESPACES NATURELS ET ESPACES VERTS- SOINS AUX AN	77	99	42	91
SPECTACLE	80	111	67	89
SERVICES A LA PERSONNE ET A LA COLLECTIVITE	92	79	53	87
SANTE	24	29	34	61
HOTELLERIE- RESTAURATION TOURISME LOISIRS ET ANIMATION	24	18	12	34
BANQUE- ASSURANCE- IMMOBILIER	24	11	10	20
COMMUNICATION- MEDIA ET MULTIMEDIA	6	6	2	7
ARTS ET FACONNAGE D'OUVRAGES D'ART	0	1	3	4
<b>Total</b>	<b>1 678</b>	<b>1 839</b>	<b>1 312</b>	<b>2 138</b>

Source : Adecco Analytics

Evolution du nombre d'offres d'emploi en travail temporaire par métier entre le 4<sup>ème</sup> trimestre 2019 et le 3<sup>ème</sup> trimestre 2020

	ZE Belfort - Montbéliard		France	
TRANSPORT ET LOGISTIQUE	156	48,1%	17 897	35,5%
CONSTRUCTION- BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS	106	45,9%	10 135	22,3%
INDUSTRIE	70	21,5%	4 411	8,4%
COMMERCE- VENTE ET GRANDE DISTRIBUTION	43	41,0%	1 764	11,8%
SANTE	37	154,2%	6 900	89,2%
INSTALLATION ET MAINTENANCE	22	10,7%	10 328	35,8%
AGRICULTURE ET PECHE- ESPACES NATURELS ET ESPACES VERTS- SOINS AUX AN	14	18,2%	1 134	13,6%
HOTELLERIE- RESTAURATION TOURISME LOISIRS ET ANIMATION	10	41,7%	687	14,0%
SPECTACLE	9	11,3%	-2 093	-16,4%
ARTS ET FACONNAGE D'OUVRAGES D'ART	4		116	70,3%
COMMUNICATION- MEDIA ET MULTIMEDIA	1	16,7%	-365	-25,3%
SUPPORT A L'ENTREPRISE	-3	-1,9%	-2 379	-7,8%
BANQUE- ASSURANCE- IMMOBILIER	-4	-16,7%	-657	-18,1%
SERVICES A LA PERSONNE ET A LA COLLECTIVITE	-5	-5,4%	177	1,2%
<b>Total</b>	<b>460</b>	<b>27,4%</b>	<b>48 055</b>	<b>17,4%</b>

Source : Adecco Analytics

Si l'on « zoome » sur les offres d'emploi en contrat intérimaire qu'observe-t-on ?

Le nombre d'offres d'emploi en intérim recensé par Adecco à l'échelle de la zone d'emploi de Belfort a augmenté entre le 4<sup>ème</sup> trimestre 2019 et le 3<sup>ème</sup> trimestre 2020. Il est passé de 1 678 offres au 4<sup>ème</sup> trimestre 2019 à 2 138 au 3<sup>ème</sup> trimestre 2020 après avoir fortement chuté au 2<sup>ème</sup> trimestre (1 312 offres recensées), soit une hausse de + 27,4 % dans un contexte national lui aussi à la hausse (+ 17,4 %).

Au 3<sup>ème</sup> trimestre, les métiers en intérim qui semblent les plus recherchés dans la zone d'emploi sont de loin les métiers du *Transport et de la logistique* (480 offres), de *l'Industrie* (395 offres), de la *Construction* (337 offres) et *Installation et maintenance* (227 offres). On voit que la hiérarchie des métiers recherchés en intérim est assez proche de celle tous types de contrats confondus.

Les métiers qui ont vu leur nombre d'offres en intérim progresser le plus rapidement entre le 4<sup>ème</sup> trimestre 2019 et le 3<sup>ème</sup> trimestre 2020 sont ceux du *Transport et logistique* (+ 156 offres supplémentaires), de la *Construction* (+ 106 offres supplémentaires), et dans une moindre mesure *l'Industrie* (70 offres supplémentaires).

# Dynamique des offres d'emploi intérimaires depuis le démarrage de la crise

## Evolution des offres d'emploi intérimaires par métier détaillé entre le 4<sup>ème</sup> trimestre 2019 et le 3 trimestre 2020

Métiers les plus recherchés dans la zone d'emploi au regard des offres d'emploi en travail temporaire recensées au 3<sup>ème</sup> trimestre 2020 : une approche plus détaillée

	T4 2019	T1 2020	T2 2020	T3 2020	Zone d'emploi - Taux de visibilité des offres en travail temporaire	France - Taux de visibilité des offres en travail temporaire
MAGASINAGE, MANUTENTION DES CHARGES ET DEMENAGEMENT	180	197	103	214	20,4%	16,4%
PERSONNEL DE CONDUITE DU TRANSPORT ROUTIER	83	94	62	174	9,4%	42,5%
TRAVAUX ET GROS OEUVRE	103	105	118	159	49,1%	34,3%
MECANIQUE, TRAVAIL DES METAUX ET OUTILLAGE	110	126	100	156	16,7%	30,7%
VEHICULES, ENGINS, AERONEFS	98	85	53	103	50,3%	100,0%
SECOND OEUVRE	72	71	93	96	22,5%	38,5%
TECHNICIENS DU SPECTACLE	80	108	67	89	100,0%	100,0%
SECRETARIAT ET ASSISTANCE	81	71	48	79	36,8%	20,1%
PRODUCTION	70	95	31	73	41,9%	100,0%
GRANDE DISTRIBUTION	39	61	36	61	25,3%	8,8%
NETTOYAGE ET PROPRETE INDUSTRIELS	58	55	30	58	7,3%	5,5%
SOINS PARAMEDICAUX	21	22	32	49	32,6%	20,7%
EQUIPEMENTS DE PRODUCTION, EQUIPEMENTS COLLECTIFS	52	45	31	47	90,6%	52,8%
TRAVAUX D'ACCES DIFFICILE	46	42	28	43	100,0%	100,0%
BOIS	33	42	30	42	51,6%	65,6%
ELECTRONIQUE ET ELECTRICITE	33	35	30	39	12,3%	22,4%
PERSONNEL D'ENCADREMENT	26	22	18	38	100,0%	28,9%
FORCE DE VENTE	40	44	30	36	39,4%	24,7%
ALIMENTAIRE	15	23	26	35	32,3%	18,0%
ENGINS DE CHANTIER	6	14	18	34	0,0%	35,2%
COMPTABILITE ET GESTION	14	24	10	33	47,1%	36,4%
ENTRETIEN TECHNIQUE	3	20	22	33	100,0%	40,5%
COMMERCE ALIMENTAIRE ET METIERS DE BOUCHE	12	36	17	32	12,4%	5,6%
TRAITEMENTS THERMIQUES ET TRAITEMENTS DE SURFACES	29	30	18	31	13,1%	14,5%
CUIR ET TEXTILE	12	13	19	25	100,0%	63,8%
RESSOURCES HUMAINES	17	29	15	21	100,0%	96,5%
SERVICE	15	11	5	21	49,3%	5,8%
PERSONNEL SEDENTAIRE DU TRANSPORT FERROVIAIRE ET RESEAU FILO GUIDE	15	6	10	20	0,0%	0,0%

Source : Adecco Analytics

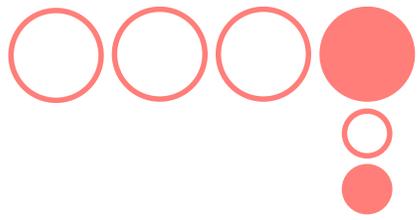
Champ : Plus de 20 offres d'emploi enregistrées au 3<sup>ème</sup> trimestre 2020

Le tableau ci-contre offre une représentation des offres d'emploi :

- plus détaillée par métiers;
- croisée avec leur taux visibilité à l'échelle de la zone d'emploi mis en perspective avec le niveau national.

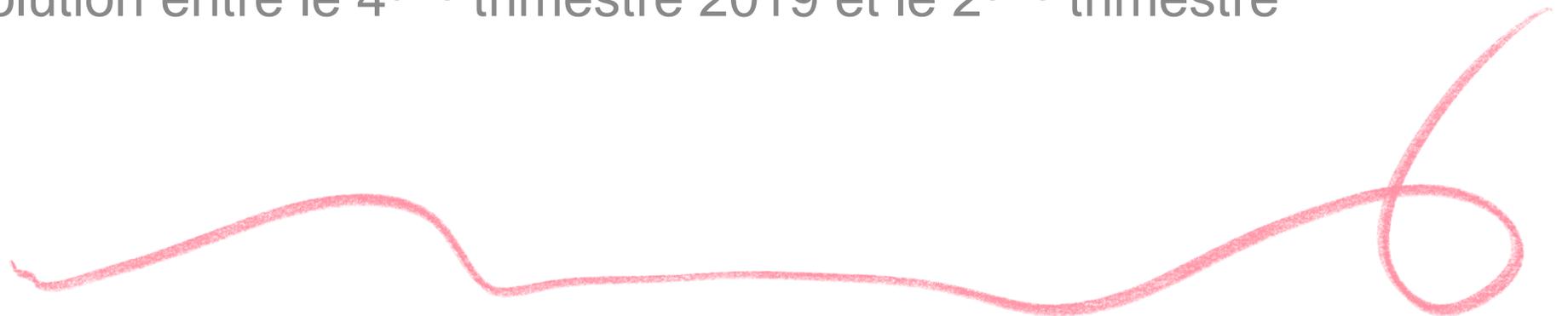
Sans rentrer dans les détails du tableau, on observera les faits structurants suivants :

- on retrouve bien parmi les principaux métiers recherchés les métiers du *Transport et de la logistique*, du *BTP* et de *Support à l'entreprise* ; métiers dont les offres apparaissent globalement très peu visibles ;
- le taux de visibilité des offres apparaît extrêmement variable d'un métier à l'autre. Parmi les principaux métiers recherchés, il apparaît relativement élevé pour les métiers de *Travaux et gros œuvre* (49,1 %), *Véhicules, engins, aéronefs* (50,3 % mais contre 100 % au niveau national) et *Techniciens du spectacle* (100 %). A contrario, on relèvera que parmi ceux-ci, les offres portant sur les métiers de *Personnel de conduite du transport routier* (9,4 %), *Mécanique, travail des métaux, outillage* (16,7 %) et *Second œuvre* sont assez peu visibles.



# Perspectives de recrutements

Une évolution entre le 4<sup>ème</sup> trimestre 2019 et le 2<sup>ème</sup> trimestre 2020



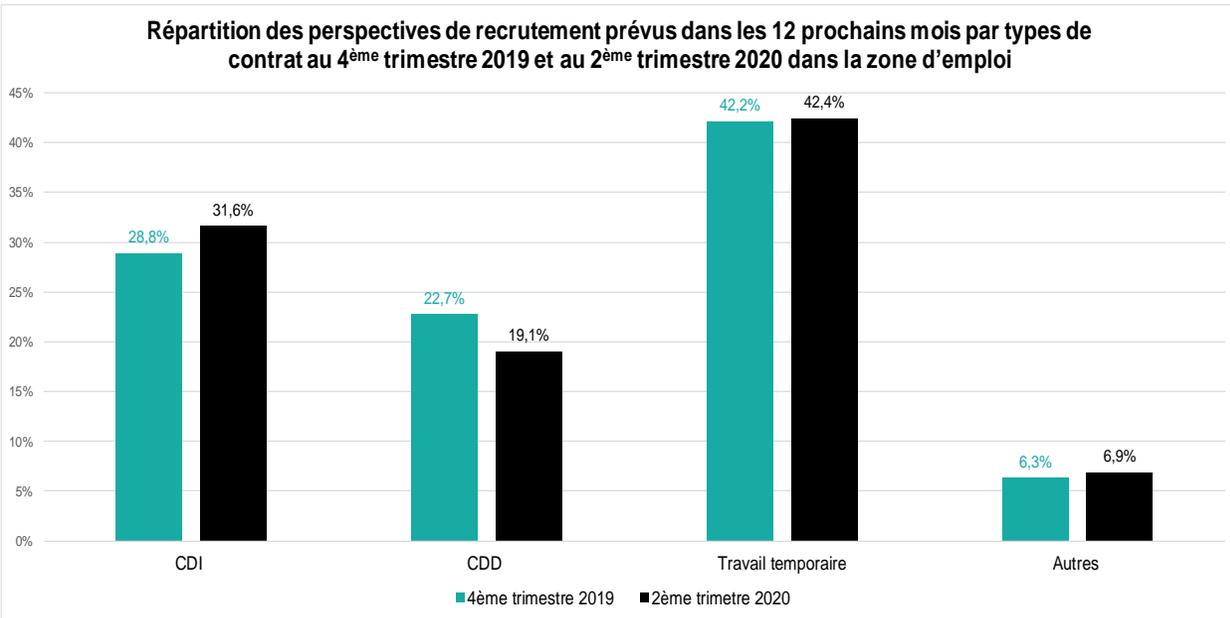
# Evolution des recrutements prévus dans les 12 mois prochains

## Evolution par types de contrat entre le 4<sup>ème</sup> trimestre 2019 et le 2<sup>ème</sup> trimestre 2020

Evolution des perspectives de recrutement à 12 mois par types de contrat entre le 4<sup>ème</sup> trimestre 2019 et 2<sup>ème</sup> trimestre 2020

	T4 2019	T2 2020	Evo. T4 2019 - T2 2020		Evo. T4 2019 - T2 2020 France	
CDI	5 327	3 767	-1 559	-29,3%	-347 958	-23,5%
CDD	4 198	2 272	-1 925	-45,9%	-388 513	-35,7%
Travail temporaire	7 785	5 063	-2 722	-35,0%	-172 572	-21,8%
Autres recrutements	1 158	825	-334	-28,8%	-59 674	-20,5%
<b>Total</b>	<b>18 468</b>	<b>11 927</b>	<b>-6 541</b>	<b>-35,4%</b>	<b>-968 716</b>	<b>-26,6%</b>

Source : Adecco Analytics



Source : Adecco Analytics

Sans surprise, les perspectives de recrutements dans les 12 prochains mois estimées à l'échelle de la Zone d'emploi de Belfort par Adecco Analytics apparaissent très sensiblement en baisse entre le 4<sup>ème</sup> trimestre 2019 (avant crise) et le 2<sup>ème</sup> trimestre 2020. Cette baisse apparaît de surcroît plus intense que celle observée au niveau national (- 35,4 % contre - 26,6 %).

L'analyse par type de contrat est révélatrice de certaines spécificités locales :

- les perspectives locales de recrutements en CDI sont nettement plus en baisses qu'au niveau national (- 29,3 % contre - 23,5 %) ;
- les perspectives de recrutements en CDD s'effondrent localement à un rythme encore plus soutenu qu'en tendance ;
- quant à celles du travail temporaire, elles se détériorent là aussi nettement plus sensiblement localement qu'en moyenne.

Alors que le poids des recrutements en CDI dans l'ensemble des recrutements augmente légèrement malgré leur baisse intensive (il passe de 28,8 % à 31,6 % sur la période), celui des CDD diminue tandis, passant de 22,7 % à 19,1 %. Le recrutement en intérim reste ainsi, et de loin, malgré la crise, le type de contrat qui offre le plus de perspective de recrutement à 12 mois au 2<sup>ème</sup> trimestre 2020.

Ces données confirment une fois de plus le rôle éminemment structurant de l'intérim dans le fonctionnement du marché du travail local. Et elles suggèrent qu'il devrait bénéficier d'un rôle encore plus stratégique dans les mois à venir en terme de relance économique et du fonctionnement du marché du travail local.

Bien sur, il serait utile de procéder à une mise à jour régulière de ces informations pour confirmer cette hypothèse.

# Les secteurs d'activité qui pourraient recruter dans les mois à venir

## Perspectives de recrutements à 12 mois par secteur d'activité

Les secteurs d'activité qui pourraient le plus recruter dans les 12 prochains mois (perspectives établies au 2<sup>ème</sup> trimestre 2020)

	T4 2019	T2 2020	Evo. T4 2019 - T2 2020		France - Evo. T4 2019 - T2 2020	
INDUSTRIE AUTOMOBILE	3 947	1 919	-2 028	-51,4%	-23 662	-52,7%
COMMERCE DE DÉTAIL, À L'EXCEPTION DES AUTOMOBILES ET DES MOTOCYCLES	1 462	1 711	249	17,1%	-38 701	-11,6%
TRAVAUX DE CONSTRUCTION SPÉCIALISÉS	1 199	731	-467	-39,0%	-80 785	-27,3%
FABRICATION DE PRODUITS MÉTALLIQUES, À L'EXCEPTION DES MACHINES ET DES ÉQUIPEMENTS	1 082	589	-494	-45,6%	-27 019	-47,6%
ACTIVITÉS D'ARCHITECTURE ET D'INGÉNIERIE , ACTIVITÉS DE CONTRÔLE ET ANALYSES TECHNIQUES	586	579	-7	-1,2%	-65	-0,1%
TRANSPORTS TERRESTRES ET TRANSPORT PAR CONDUITES	537	468	-69	-12,9%	-23 752	-16,5%
ACTION SOCIALE SANS HÉBERGEMENT	825	401	-424	-51,4%	-57 468	-36,0%
COMMERCE DE GROS, À L'EXCEPTION DES AUTOMOBILES ET DES MOTOCYCLES	349	394	45	12,8%	-26 841	-16,6%
SERVICES RELATIFS AUX BÂTIMENTS ET AMÉNAGEMENT PAYSAGER	646	393	-252	-39,1%	-42 058	-30,0%
INDUSTRIES ALIMENTAIRES	396	362	-34	-8,6%	-27 887	-20,4%
RESTAURATION	750	350	-400	-53,4%	-104 022	-41,7%
FABRICATION DE PRODUITS EN CAOUTCHOUC ET EN PLASTIQUE	564	313	-251	-44,5%	-16 421	-47,6%
ACTIVITÉS LIÉES À L'EMPLOI	284	303	19	6,5%	-12 791	-26,4%
HÉBERGEMENT MÉDICO-SOCIAL ET SOCIAL	431	293	-138	-32,1%	-26 274	-29,1%
ACTIVITÉS POUR LA SANTÉ HUMAINE	366	264	-102	-27,8%	-6 571	-7,2%
COMMERCE ET RÉPARATION D'AUTOMOBILES ET DE MOTOCYCLES	337	255	-82	-24,2%	-10 115	-17,6%
FABRICATION DE MACHINES ET ÉQUIPEMENTS N.C.A.	447	218	-229	-51,2%	-13 487	-43,6%
ENTREPOSAGE ET SERVICES AUXILIAIRES DES TRANSPORTS	325	174	-151	-46,5%	-16 392	-23,3%
ACTIVITÉS DE POSTE ET DE COURRIER	186	145	-41	-22,2%	-422	-1,3%
ADMINISTRATION PUBLIQUE ET DÉFENSE , SÉCURITÉ SOCIALE OBLIGATOIRE	120	138	17	14,5%	6 124	34,1%
ENSEIGNEMENT	204	133	-70	-34,6%	-22 651	-29,5%
FABRICATION D'AUTRES MATÉRIELS DE TRANSPORT	172	129	-43	-24,8%	-11 326	-45,6%
ACTIVITÉS DES ORGANISATIONS ASSOCIATIVES	299	126	-173	-58,0%	-43 812	-59,1%
HÉBERGEMENT	162	111	-51	-31,6%	-40 021	-51,6%
ACTIVITÉS ADMINISTRATIVES ET AUTRES ACTIVITÉS DE SOUTIEN AUX ENTREPRISES	178	105	-73	-41,1%	-11 518	-17,4%
AUTRES SERVICES PERSONNELS	167	105	-63	-37,4%	-19 081	-42,3%
ACTIVITÉS DES SERVICES FINANCIERS, HORS ASSURANCE ET CAISSES DE RETRAITE	67	91	23	34,2%	2 668	6,0%
ACTIVITÉS DES SIÈGES SOCIAUX , CONSEIL DE GESTION	112	83	-28	-25,2%	2 512	4,0%
ENQUÊTES ET SÉCURITÉ	119	70	-49	-41,1%	-8 699	-17,9%
FABRICATION D'ÉQUIPEMENTS ÉLECTRIQUES	105	63	-41	-39,5%	-8 603	-45,1%
ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES	120	60	-60	-50,1%	-1 564	-4,5%
ACTIVITÉS JURIDIQUES ET COMPTABLES	75	57	-18	-23,6%	7 629	23,7%
MÉTALLURGIE	129	54	-76	-58,5%	-5 443	-44,9%
AUTRES INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES	38	53	15	39,4%	-2 182	-21,4%
ACTIVITÉS SPORTIVES, RÉCRÉATIVES ET DE LOISIRS	137	50	-87	-63,2%	-25 440	-51,2%

Source : Adecco Analytics

Champ : Secteurs qui pourraient proposer plus de 50 recrutements à 12 mois au 2<sup>nd</sup> trimestre 2020

Dans les prévisions à 12 mois posées par Adecco Analytics au 2<sup>ème</sup> trimestre 2020, aucun secteur d'activité parmi les plus significatifs (c'est-à-dire qui pourraient proposer plus de 50 recrutements à 12 mois estimés au 2<sup>nd</sup> trimestre) n'affichait des perspectives de recrutement en croissance à l'exception, par ordre croissant, des secteurs :

- Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles (249 recrutements supplémentaires envisagés) ;
- Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles (45 recrutements supplémentaires envisagés) ;
- Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite (23 recrutements supplémentaires envisagés).

Les perspectives sont effectivement très fortement à la baisse pour les autres, et particulièrement pour les secteurs suivants :

- *Industrie automobile* dont les perspectives de recrutement fondent littéralement : - 2 000 recrutements prévus en moins dans les 12 mois à venir au 2<sup>nd</sup> trimestre 2020 au regard du 4<sup>ème</sup> trimestre 2019 ;
- Fabrication de produits métalliques, à l'exception des machines et des équipements (494 projets de recrutements en moins) ;
- *Travaux de constructions spécialisées* (467 projets de recrutements en moins) ;
- *Action sociale sans hébergement* (424 projets de recrutements en moins) ;
- *Restauration* (400 projets de recrutement en moins).

Au 2<sup>nd</sup> trimestre, d'après Adecco Analytics, les perspectives de recrutement à 12 mois dans le territoire étaient lourdes, particulièrement dans l'industrie et plus spécifiquement dans l'industrie automobile, secteur d'activité qui apparaît particulièrement sinistré à la lecture de ces estimations.

# Les secteurs d'activité qui pourraient recruter dans les mois à venir

## Nombre de recrutements envisageables en contrat de travail temporaire dans les 12 prochains mois

Les secteurs d'activité qui pourraient le plus recruter en contrat de travail temporaire dans les 12 prochains mois (perspectives établies au 2<sup>ème</sup> trimestre 2020)

	2019T4	2020T2	Evo. T4 2019 - T2 2020		France - Evo. T4 2019 - T2 2020
INDUSTRIE AUTOMOBILE	3 543	1 863	-1 680	-47,4%	-14 340
FABRICATION DE PRODUITS MÉTALLIQUES, À L'EXCEPTION DES MACHINES ET DES ÉQUIPEMENTS	669	354	-315	-47,1%	-12 661
SERVICES RELATIFS AUX BÂTIMENTS ET AMÉNAGEMENT PAYSAGER	333	291	-41	-12,4%	21
COMMERCE DE DÉTAIL, À L'EXCEPTION DES AUTOMOBILES ET DES MOTOCYCLES	179	261	83	46,2%	-4 881
TRAVAUX DE CONSTRUCTION SPÉCIALISÉS	340	249	-91	-26,9%	-34 214
FABRICATION DE PRODUITS EN CAOUTCHOUC ET EN PLASTIQUE	322	204	-118	-36,6%	-7 450
ENTREPOSAGE ET SERVICES AUXILIAIRES DES TRANSPORTS	282	166	-116	-41,3%	-5 268
ACTIVITÉS LIÉES À L'EMPLOI	152	137	-15	-10,0%	-374
TRANSPORTS TERRESTRES ET TRANSPORT PAR CONDUITES	239	125	-114	-47,6%	-6 429
FABRICATION D'AUTRES MATÉRIELS DE TRANSPORT	145	121	-24	-16,4%	-5 662
INDUSTRIES ALIMENTAIRES	92	100	7	8,0%	-6 696
FABRICATION DE MACHINES ET ÉQUIPEMENTS N.C.A.	114	81	-33	-28,7%	-6 647
ACTIVITÉS ADMINISTRATIVES ET AUTRES ACTIVITÉS DE SOUTIEN AUX ENTREPRISES	81	81	-1	-0,7%	-261
COMMERCE DE GROS, À L'EXCEPTION DES AUTOMOBILES ET DES MOTOCYCLES	84	72	-12	-14,4%	-8 078
ACTION SOCIALE SANS HÉBERGEMENT	112	67	-45	-40,3%	1 685
ENQUÊTES ET SÉCURITÉ	55	67	12	21,4%	-379
ACTIVITÉS DE POSTE ET DE COURRIER	85	61	-23	-27,7%	-2 333
FABRICATION D'ÉQUIPEMENTS ÉLECTRIQUES	61	54	-7	-11,2%	-3 956
MÉTALLURGIE	92	50	-41	-45,3%	-3 413
ACTIVITÉS D'ARCHITECTURE ET D'INGÉNIERIE , ACTIVITÉS DE CONTRÔLE ET ANALYSES TECHNIQUES	72	49	-23	-32,3%	-1 519
ACTIVITÉS POUR LA SANTÉ HUMAINE	28	49	21	75,6%	-153
FABRICATION D'AUTRES PRODUITS MINÉRAUX NON MÉTALLIQUES	57	33	-24	-42,7%	-4 140
HÉBERGEMENT MÉDICO-SOCIAL ET SOCIAL	43	33	-10	-23,7%	663
ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES	24	31	7	27,3%	-210
GÉNIE CIVIL	42	29	-13	-30,1%	-6 074
RÉPARATION ET INSTALLATION DE MACHINES ET D'ÉQUIPEMENTS	38	28	-10	-26,0%	-3 923
ADMINISTRATION PUBLIQUE ET DÉFENSE , SÉCURITÉ SOCIALE OBLIGATOIRE	24	26	2	8,2%	714
INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE	24	24	0	0,3%	2 513
COLLECTE, TRAITEMENT ET ÉLIMINATION DES DÉCHETS , RÉCUPÉRATION	29	22	-7	-24,9%	-2 607
TRAVAIL DU BOIS ET FABRICATION D'ARTICLES EN BOIS ET EN LIÈGE, À L'EXCEPTION DES MEUBLES , FAE	34	22	-12	-36,5%	-1 180
COMMERCE ET RÉPARATION D'AUTOMOBILES ET DE MOTOCYCLES	30	21	-10	-31,5%	-1 708
ACTIVITÉS DES ORGANISATIONS ASSOCIATIVES	6	20	14	249,5%	-520

Source : Adecco Analytics

Si l'on « zoome » sur l'intérim, la dynamique des perspectives de recrutements à 12 mois posées par Adecco Analytics à l'échelle de la zone d'emploi de Belfort sont plutôt conformes à celle pressentie tous types de contrats confondus.

On peut effectivement observer que les perspectives de recrutements en intérim s'effondrent :

- dans l'Industrie automobile (ce à un rythme conforme à la moyenne nationale : - 47,7 % localement contre - 45,9 % au niveau national) ;
- dans le secteur Fabrication de produits métalliques à l'exception des machines et des équipements (- 47,1 % contre - 42 % au niveau national) ;
- dans le secteur Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique (- 36,6 % contre - 36,3 % au niveau national) ;
- Dans le secteur Entreposage et services auxiliaires des transports (- 41,3 % contre 16,2 % au niveau national).

Et a contrario, seul le secteur du Commerce de détail à l'exception des automobiles et des motocycles (+ 46,2 % contre - 16,9 % au niveau national) semblait offrir des perspectives de recrutements en intérim intéressantes et en croissance au 2<sup>ème</sup> trimestre.